

N^o. 191.

24^e. de la Convention Nationale.

RÉVOLUTIONS
DE PARIS;
DÉDIÉES A LA NATION.

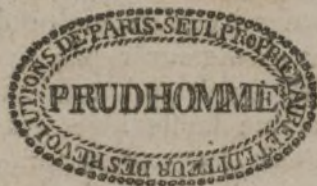
AN SECOND DE LA RÉPUBLIQUE.

QUINZIÈME TRIMESTRE.

Avec gravures et cartes des départemens,

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.

..... Levons-nous



DU 2 AU 9 MARS 1793:

Examen du projet de constitution lu à la convention le 15 février.

Déclaration des droits.

P OUR préparer à un pays une bonne constitution, il faut que le législateur ait toujours devant les yeux les droits de l'homme. Pour que le peuple ait une pierre de touche avec laquelle il reconnoisse la pureté des décrets que sa sanction doit ériger en loix, il faut qu'il ait devant les yeux les droits de l'homme. La déclaration de ces droits est donc chez tout peuple qui se régénère un préliminaire indispensable; mais afin qu'elle soit vraiment utile, il est nécessaire qu'on la fasse claire, courte & profonde. Claire, pour que tout le monde la comprenne; courte, pour que tout le monde la sache par cœur; profonde, pour que l'on puisse en tirer, avec justesse & sans peine, toutes les conséquences les plus reculées; il faut donc n'y pas donner des définitions inexactes, n'y pas présenter comme un principe ce qui n'est qu'une conséquence, & ne pas répéter plusieurs fois la même chose en d'autres mots.

N^o. 191. Tome 15.

Notre première déclaration des droits de l'homme, faite avec beaucoup de peine dans l'assemblée constituante, dont la masse n'étoit pas encore corrompue, & qui renfermoit de grands talens, laissoit beaucoup de choses à désirer; il y avoit des faussetés dans trois ou quatre articles; nulle méthode, même apparente, n'y régnoit; tout étoit mêlé, les premiers principes & les conséquences: mais elle avoit du moins un avantage; elle étoit courte, elle n'avoit pas un vain appareil de philosophisme; en dix-sept articles, elle disoit à peu près tout ce que contient la nouvelle déclaration qu'on nous propose en trente-trois.

Il est étonnant que notre dernier comité de constitution, qui devoit se pénétrer des lumières & de l'expérience de quatre années de révolution, qui devoit être familier avec ces premiers rudimens de politique, ne nous ait pas présenté un ouvrage plus parfait. Voici, à ce qu'il nous semble, ce qu'il auroit dû faire pour donner une bonne déclaration des droits.

Comme il s'agit d'instruire la multitude, même la plus ignorante, il falloit commencer par fixer l'idée attachée à chaque mot. C'est parce qu'on se fait une fausse idée des mots, qu'on a une fausse idée des choses. Presque toutes les querelles & les guerres qui ont désolé l'univers, viennent de ce que d'abord on n'a pas bien défini les termes, de ce que tel entend une chose par tel mot, & tel autre une chose différente. Une bonne définition équivaloit à des volumes entiers de commentaires & de réflexions, ou plutôt elle vaut mieux. C'est dans la justesse & la clarté des définitions que brille sur-tout la philosophie. Nos constituans du comité ne nous en ont donné aucune; car nous ne regarderons pas comme des définitions ces tournures: *La liberté consiste, l'égalité consiste, &c.* En lisant de pareilles phrases, le peuple souvent s'imagine qu'on veut le tromper, qu'on évite expressement de lui dire ce que la chose est en soi. Ces définitions ne satisfont pas l'esprit, & elles montrent l'impuissance des écrivains qui ont tourné autour de l'objet sans pouvoir l'atteindre.

Le comité d'abord auroit donc dû définir ce mot *droit* que tant de gens prononcent sans l'entendre, & qui étant le pivot sur lequel tout porte, devoit être bien connu. Il est vrai que nous n'en avons point de bonne définition. Les jurisconsultes le définissent ce qui est juste & droit, & ils ont raison; mais ce ne sont pas là des caractères assez distinctifs; car les tyrans prétendent aussi que leur volonté est juste & droite, & leur volonté

crée mille *droits* bizarres. C'étoit au comité à trouver une bonne définition ; on eût pu dire : Un droit est une permission donnée par la nature ; tout ce qui n'est point permis par la nature, n'est pas un droit. De cette définition on auroit déduit ce corollaire : La nature ne permettant que des choses bonnes , c'est un crime de renoncer absolument à un droit naturel ; car c'est renoncer à faire une chose bonne : ainsi les hommes ne peuvent se lier par des vœux , ni aliéner aucun de leurs droits. Ce corollaire eût donné une raison satisfaisante , n'eût pas exigé d'être cru simplement sur parole , & eût été beaucoup plus étendu & plus signifiant que l'art. XX de la déclaration qui nous occupe.

« Art. XX. Tout homme peut engager ses services , son temps , mais il ne peut se vendre lui-même ; sa personne n'est pas une propriété aliénable ».

Pourquoi le comité a-t-il appelé ces droits naturels , civils & politiques , tout ensemble ? Sans doute on fait bien que ce sont les mêmes droits appliqués à différentes situations ; mais il eût été bon de les distinguer , c'est-à-dire , d'en différencier le mode d'exercice. Il eût mieux valu changer ces deux épithètes *civils & politiques* en celle plus intelligible , *sociaux* ; ou si on vouloit les garder , il falloit encore les définir , & parler d'abord des droits politiques , parce que dans toute société l'exercice de ces droits précède nécessairement l'exercice des droits civils. Les droits politiques sont les droits de chacun considéré comme homme public , comme membre du souverain , tandis que les droits civils sont les droits de chacun considéré comme un simple individu , dans le commerce ordinaire de la vie.

Ces distinctions auroient rendu plus nettes les idées de la multitude , & la conduisant pour ainsi dire par la main , l'eussent aidée à remonter d'abord à l'état de nature & à redescendre ensuite à l'état de société , à en considérer les divers aspects ; par là elle eût vu d'un coup d'œil les avantages que cette société lui procure , & en même temps les devoirs qu'elle lui impose. Mais tout est confus dans les idées & les termes qu'emploie le comité. Non content de ne pas les définir , il les embrouille au point de les rendre inintelligibles dès l'avant-propos. *Le but de toute réunion d'hommes en société , dit-il , étant le maintien de leurs droits naturels , civils & politiques , ces droits doivent être la base du pacte social.* (1) Cela n'est pas exact : quand

(1) Il faudroit dans un livre fait pour tout le peuple éviter le mot de contrat , & sur-tout celui de pacte social , trop peu intelligible pour beaucoup d'esprits. Employons les méthodes & non pas

Une horde sauvage songe à se réunir en société, ce n'est pas pour maintenir ses droits politiques & civils qui n'existent pas encore, mais pour conserver ses droits naturels, qui dans ce nouvel état de choses vont se transformer en droits politiques d'abord, & ensuite civils.

La même confusion règne dans l'article premier : la garantie sociale y marche de front avec les droits de liberté, d'égalité, de sûreté & de propriété, tandis que ce n'étoit autre chose que l'usage de ces quatre droits primitifs maintenus par les conventions de la société. Il en est de même de la résistance à l'oppression, que le comité met au même rang, & qui n'est qu'une suite, qu'un effet des quatre premiers droits, soit dans l'état de nature, soit dans l'état de société.

« Art. I. Les droits naturels, civils & politiques des hommes, sont la liberté, l'égalité, la sûreté, la propriété, la garantie sociale & la résistance à l'oppression ».

On trouve à tous égards très-peu d'esprit d'analyse & de philosophie dans cet article. Il ne falloit point parler d'égalité, ou il falloit la placer avant la liberté. L'égalité est un fait plutôt qu'un droit, c'est une juste répartition de droits entre tous les hommes. C'est parce que nous sommes tous égaux en droits que nous sommes tous indépendans & libres. Car nul n'a reçu de la nature plus de droits qu'un autre, & n'a par conséquent aucun empire sur personne. Chacun doit respecter mes droits comme je dois respecter les droits de chacun. Voilà ce qui constitue ma liberté, qui n'est elle-même qu'une idée détachée de l'idée bien plus complète, renfermée sous le mot de sûreté. Philosophiquement parlant, il n'y a que deux droits primitifs, dont les autres ne sont qu'une abstraction ou qu'une conséquence, & ces deux droits sont la sûreté & la propriété (1). Nous ne blâmerons pas cependant le comité de nous avoir reproduit isolément les idées de liberté & d'égalité. Dans nos associations politiques, on s'est fait une idée si singulière & si bornée de la sûreté, on y a si long-temps, si généralement oublié ce que c'est que la liberté, ce que c'est que l'égalité, qu'il est nécessaire de les présenter à part aux yeux de la multitude des Français & des peuples, & pour l'intérêt général d'en faire un droit distinct.

Après avoir expliqué par une bonne définition, ce

les termes philosophiques. L'auteur du plan de constitution que l'on verra plus bas est tombé dans ce défaut. C'étoit aussi le vice de celle que proposa l'abbé Syèyes en 1789.

(1) Les gens de loi qui ont tout confondu ont employé ce terme pour désigner les objets mêmes sur lesquels s'exerce le droit de propriété.

que c'est qu'un droit naturel, après avoir tiré de cette définition un corollaire tel que nous l'avons marqué plus haut, il falloit dire au lieu de ce premier article, les droits de l'homme sont ; l'égalité, la liberté, la sûreté & la propriété.

L'égalité est l'uniformité, la parité de droits que nous apportons tous en naissant.

La liberté est le droit de faire ce qui ne nuit pas à autrui.

La sûreté est le droit de faire usage sans être troublé de toutes les facultés du corps ou de l'esprit, pourvu que cet usage ne trouble pas nos semblables (1).

La propriété est la jouissance légitime de biens acquis légitimement.

Les biens sont légitimement acquis, lorsqu'ils le sont par le travail, ou qu'on les a reçus de personnes qui originairement les tenoient de leur travail.

Le travail est la peine que l'on prend afin de multiplier, varier ou embellir les productions de la nature, pour le bien-être de ses semblables.

Après avoir établi ces différentes propositions, le comité eût ajouté : Les hommes isolés & dans l'état de nature ne pouvoient conserver ces avantages ; car s'ils étoient égaux en droits, ils ne l'étoient pas en forces ; la liberté, la sûreté, la propriété du plus foible étoit à la merci du plus fort, qui ne voyoit pas en lui son égal. Pour se maintenir dans la jouissance de ces droits, ils se réunirent donc en société, afin de s'aider réciproquement contre les agresseurs.

Les droits naturels devinrent alors des droits politiques & civils ; ils furent garantis par cette réunion.

Tous les membres d'une association de cette nature étant égaux, « Art. XXVII. La souveraineté réside essentiellement dans le peuple entier, & chaque citoyen a un droit égal de concourir à son exercice ».

La souveraineté est le droit qu'ont des hommes réunis en société de déclarer leur volonté sur les besoins de cette société entière, & de l'accomplir.

« XXVIII. Nulle réunion partielle de citoyens, & nul individu ne peuvent s'attribuer la souveraineté, exercer aucune autorité, & remplir aucune fonction publique sans une délégation formelle de la loi ».

La loi est l'expression de cette volonté de tous. Il y

(1) Cette définition est au fond la même que celle de la liberté ; il n'y a de différence que dans les termes : c'est ce qui nous montre qu'à proprement parler sûreté & liberté sont synonymes. Il est vrai qu'on ne les trouve pas définis ainsi dans le dictionnaire des tyrans & des esclaves.

à deux sortes de loix , loix politiques & loix civiles ; toutes doivent avoir pour base les droits naturels ; toute loi qui les violeroit cesseroit d'être loi & de lier les hommes.

Les loix politiques sont celles qui déterminent la manière dont un peuple exerce sa souveraineté ; c'est à proprement parler sa constitution.

« IX. Tous les citoyens sont admissibles à toutes les » places , emplois & fonctions publiques. Les peuples » libres ne connoissent d'autres motifs de préférence dans » leurs choix que les talens & les vertus ».

« XXXIII. Un peuple a toujours le droit de revoir , de » réformer & de changer sa constitution. Une génération » n'a pas le droit d'assujétir à ses loix les générations futures ; & toute hérédité dans les fonctions est absurde » & tyrannique ».

Les loix civiles sont celles qui maintiennent les droits de chaque membre de la société , pris individuellement ; elles doivent seulement déterminer les cas où l'on nuit à autrui , régler les moyens de résistance à toute violation de droits , à toute oppression personnelle , déterminer les peines qu'encourt le coupable , & les proportionner au délit.

« Art. VIII. La loi doit être égale pour tous , soit qu'elle » récompense ou qu'elle punisse , soit qu'elle protège ou » qu'elle réprime » (1).

« Art. XV. Nul ne doit être puni qu'en vertu d'une loi » établie , promulguée antérieurement au délit , & légalement appliquée ».

Tous les membres d'une association de cette nature étant libres , « Art. IV. Tout homme est libre de manifester sa pensée & ses opinions.

« V. La liberté de la presse & de tout autre moyen » de publier ses pensées , ne peut être interdite , suspendue ni limitée.

« VI. Tout homme est libre dans l'exercice de son culte ».

Tous les membres d'une association de cette nature ne s'étant réunis que pour jouir d'une sûreté pleine & entière , « Art. XI. Nul ne doit être appelé en justice , » accusé , arrêté ni détenu que dans les cas déterminés » par la loi , & selon les formes qu'elle a prescrites. » Tout autre acte exercé contre un citoyen , est arbitraire & nul » (2).

(1) Nous effaçons *soit qu'elle récompense* , parce que des récompenses ne sont pas la matière d'une loi , mais d'un règlement.

(2) Au mot *nul* nous substituons *criminel* , qui est bien plus fort.

Tous les membres d'une association de cette nature s'étant réunis pour assurer leurs propriétés, tout homme est maître de disposer à son gré de ses biens, de ses capitaux, de ses revenus, de son industrie, pourvu qu'en en disposant ainsi il ne nuise à personne.

« Art. XXI. Nul ne peut être privé de la moindre portion de sa propriété sans son consentement, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, & sous la condition d'une juste & préalable indemnité » (1).

Une vingtaine d'articles fort courts & très-faciles à comprendre, formeroient ainsi une déclaration complète des droits de l'homme, bien supérieure à celle de l'assemblée constituante, qui étoit sans ordre, & dont les articles étoient trop longs; supérieure aussi à celle qu'on nous présente, qui n'a pas plus de méthode que l'autre, & dont les articles, quoique assez courts, sont trop nombreux. Pour composer cette vingtaine d'articles, on en pourroit extraire une douzaine sur les trente-trois du comité; tous les autres deviendroient absolument inutiles.

L'article 2, « Art. II. La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui n'est pas contraire aux droits d'autrui : ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits ». n'est que du verbiage. La définition que nous avons donnée de la liberté en dit autant en quatre mots.

« Art. III. La conservation de la liberté dépend de la soumission à la loi, qui est l'expression de la volonté générale. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché; & nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas ». La première partie est fautive, si

qui s'étend à tout & qui appelle la résistance; car il est dans le cœur de l'homme de résister, de s'opposer aux crimes dont il souffre. Qu'on lise l'article 10, « Art. X. La sûreté consiste dans la protection accordée par la société à chaque citoyen, pour la conservation de sa personne, de ses biens & de ses droits ». & l'on verra que ce dernier alinéa de l'article XI dispensoit de le mettre, sur-tout après la définition exacte que nous avons donnée de la sûreté.

(1) Nous effaçons & préalable. Par ce moyen, cet article rend inutile le suivant, où il s'agit de contribution. « Art. XXII. Nulle contribution ne peut être établie que pour l'utilité générale & pour subvenir aux besoins publics. Tous les citoyens ont le droit de concourir personnellement, ou par leurs représentans, à l'établissement des contributions ». Les contributions sont une portion de notre propriété, que la nécessité publique exige évidemment, sous la condition d'une juste indemnité, qui est la garantie de tous nos droits.

vous n'avertissez pas d'avance qu'une loi contraire aux droits naturels cesse d'être loi ; elle contredit ouvertement la première partie de l'article 32. « Art. XXXII. Il y a oppression lorsqu'une loi viole les droits naturels, civils & politiques qu'elle doit garantir ». La seconde partie de ce même article se trouve dans notre définition des loix civiles, dans celle de la liberté, & dans les articles 4, 5, 6, &c.

Les articles 12 « Art. XII. Ceux qui solliciteroient, exécuteroient, signeroient, exécuteroient ou feroient exécuter ces actes arbitraires, sont coupables & doivent être punis ». & 13 « Art. XIII. Les citoyens contre qui l'on tenteroit d'exécuter de pareils actes, ont le droit de repousser la force par la force ; mais tout citoyen appelé ou saisi par l'autorité de la loi, & dans les formes prescrites par elle, doit obéir à l'instant : il se rend coupable par la résistance ». se trouvent contenus dans l'article XI, tel que nous l'avons rectifié.

L'article 14 « Art. XIV. Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne seroit pas nécessaire pour s'assurer de sa personne, doit être sévèrement réprimée par la loi ». est dans l'article 15 ; car la loi est appliqué à l'homme soupçonné pour l'arrêter, & non pas encore pour le punir. L'article 16 « Art. XVI. La loi qui puniroit des délits commis avant qu'elle existât, seroit un acte arbitraire : l'effet rétroactif donné à la loi, est un crime ». est encore la même chose que l'article 15, puisqu'il est dit dans celui-ci que la loi doit être promulguée antérieurement au délit.

Le seul mot proportionné au délit que nous avons employé dans notre définition des loix civiles, tient lieu de tout l'article 17 ; « Art. XVII. La loi ne doit décerner que des peines strictement & évidemment nécessaires à la sûreté générale. Les peines doivent être proportionnées aux délits & utiles à la société ». car il n'y a de délit que ce qui est strictement & évidemment contraire à la sûreté générale, c'est-à-dire de tous collectivement ou individuellement.

La définition de la propriété & les corollaires que l'on en a déduits, dispensent d'employer les articles 19 & 20. « Art. XIX. Nul genre de travail, de commerce, de culture, ne peut lui être interdit ; il peut fabriquer, vendre & transporter toute espèce de production ». Art. XX. Tout homme peut engager ses services, son temps ; mais il ne peut se vendre lui-même ; sa personne n'est pas une propriété aliénable ».

On ne trouve pas des droits, mais des règles de police dans les articles 23 & 24. « Art. XXIII. L'instruction est le » besoin de tous, & la société la doit également à tous ses » membres ». « Art. XXIV. Les secours publics sont une » dette sacrée de la société; & c'est à la loi à en détermi- » ner l'étendue & l'application ». C'est parce que nous nous sommes écartés de la nature, que nous avons besoin d'être instruits; elle nous en apprenoit assez à tous pour notre bonheur : c'est parce que nous nous sommes écartés de la nature, que nous avons besoin de secours; elle nous en donnoit assez à tous pour notre existence : c'est dans la constitution même qu'il falloit placer ces conséquences éloignées.

L'article 30 « Art. XXX. Tous les citoyens sont tenus de » concourir à cette garantie, & de donner force à la loi » lorsqu'ils sont appelés en son nom ». se trouve dans les causes de l'origine des sociétés, énoncées plus haut.

On en peut dire autant des art. 31 & 32. « Art. XXXI. Les » hommes réunis en société doivent avoir un moyen légal » de résister à l'oppression ». « Art. XXXII. Il y a op- » pression lorsque la loi est violée par les fonctionnaires pu- » blics, dans son application à des faits individuels. Il y a » oppression lorsque des actes arbitraires violent les droits » des citoyens contre l'expression de la loi. Dans tout gou- » vernement libre, le mode de résistance à ces différens » actes d'oppression, doit être réglé par la constitution ».

Nous avons parlé de la première partie de l'article 32. Quant aux deux autres, elles sont renfermées dans la définition des loix civiles, qui devant déterminer seulement les cas où l'on nuit à autrui, laissent pour tout le reste une liberté entière, & par conséquent le droit de résister à quiconque tenteroit d'y porter atteinte, si cette loi elle-même n'y a pas pourvu.

Paris & Lyon.

La convention a décrété l'impression d'une adresse de la section des Quatre-Nations, tendant à ouvrir dans tous les départemens de la république des registres où seroient inscrits par la reconnaissance les noms de tous les citoyens-soldats, blessés ou morts au service de la patrie sur les frontières.

Ce puissant motif d'encouragement & plusieurs autres encore imaginés par nos législateurs n'ont pas produit l'effet qu'on avoit droit d'en attendre. Les enrôlemens à Paris se rallentissent de jour en jour, & déjà l'on

N^o. 191. Tome 15. B

parle d'avoir recours au sort, mesure injurieuse contre laquelle on s'étoit élevé avec force, même au sein de l'assemblée nationale. Nous-mêmes, nous avons blâmé la convention de déterminer le nombre d'hommes que Paris avoit à fournir pour son contingent. C'étoit paroître douter de son ardent patriotisme; cette grande ville s'étoit trop bien montrée à l'ouverture de la première campagne, pour ne pas mériter qu'on s'en rapportât à son zèle, & qu'on ne lui prescrivît point de bornes. D'où peut donc venir ce qui se passe aujourd'hui sous nos yeux? Pourquoi cette tiédeur, ce découragement, cette apathie? Tout ne seroit-il encore que de mode parmi nous, les vertus civiques, comme les usages les plus triviales? Nous ne ferons pas à nos concitoyens l'outrage de le penser; le cœur des Parisiens est toujours le même; mais la position des choses a changé avec les événemens. Sans en scruter ici les causes diverses, ne pourroit-on pas y mettre du nombre les sourdes menées qui ont préparé la journée du 25 février, & les suites nécessaires de cet attentat aux propriétés?

Le chef de famille craindra d'engager ses enfans à sortir de la maison paternelle pour voler à l'armée. Au lieu d'aller défendre le territoire de la république, retirez plutôt ici pour empêcher la violation de votre patrie moine, leur dit-il. Pour présenter à l'ennemi un front imposant & ferme, il faut ne laisser derrière soi rien qui inquiète, rien qui oblige à retourner souvent la tête. Du moins si la nouvelle constitution étoit faite & assise sur ses bases, elle serviroit de garant aux volontaires qui partent. La voix & l'œil des autorités pourroient suppléer à l'absence des loix. Mais quand les magistrats ont des yeux pour ne point voir, quand les administrateurs ont des oreilles pour ne point entendre, on craint de partir & d'abandonner ce qu'on a de plus cher. De temps que nous avions un roi, une cour, une littérature civile avec tous leurs accessoires, nous répétions en soupirant: hélas! quand donc serons-nous débarrassés de tous ces fléaux? Comme tout iroit, si les Jacobins tenoient les rênes du nouveau régime! Ils sont si chauds, si sévères, si clairvoyans! Jadis, on disoit: les peuples ne deviendront heureux que quand les rois seront philosophes, ou quand les philosophes seront rois; & nous aussi, disions-nous, nous ne commencerons à respirer que quand nos administrateurs, nos magistrats, nos mandataires seront tous jacobins, que quand les jacobins

seront en possession de tous les pouvoirs constitués. Dès
 puis le 10 août, nos vœux sont à peu près remplis à
 cet égard. Les feuillans, les modérés ont disparu. On
 parle, il est vrai; de Brissotins, de Girondistes; mais
 ce parti est si foible! depuis quatre à cinq mois, les
 jacobins occupent presque toutes les premières places dans la
 république. Les 12 du comité de sûreté générale sont tous
 jacobins. La majorité du directoire du département de Paris
 est presque toute composée de jacobins; le procureur-
 syndic est même cordelier; les premiers officiers muni-
 cipaux sont jacobins tout au moins; le commandant gé-
 néral l'est aussi; la société des jacobins dispose donc de
 toute l'autorité publique. Cependant, comment se fait-il que
 l'anarchie soit portée aux derniers excès? Qu'ils nous le di-
 sent! ils pouvoient continuer de rendre de si grands ser-
 vices à la chose publique! Qui s'y seroit opposé? Eclair-
 rer la marche tortueuse des premiers agens, s'acharner
 à eux jusqu'à ce qu'ils aient rendu leurs comptes, assu-
 rément est chose louable & très-utile; mais les jacobins
 devoient-ils en rester là? Ont-ils fait tout ce qu'ils au-
 roient pu pour empêcher ou prévenir les extrémités où
 l'on s'est porté le 25 février? Eux qui mandent à
 leur barre un général - ministre pour s'être offensé
 d'avoir été tutoyé par de braves sans-culottes, ont-ils
 de même demandé des explications pour la journée du
 25 au maire de Paris, à ses collègues, à Lhuillier, à
 Santerre, aux douze du comité de sûreté générale,
 tous jacobins, & pourtant responsables des excès qu'ils
 laissent commettre; d'autant plus coupables, que le peu-
 ple se repose sur eux, & s'en rapporte à leur surveillance?
 Pourquoi ce jour-là se sont-ils montrés tous si fidèles à l'hie-
 rarchie des pouvoirs? Pourquoi aucun d'eux n'a-t-il pris
 sur lui de marcher droit au danger sans attendre qu'il y
 fût autorisé? C'étoit laisser le temps à l'incendie d'em-
 brâser tout Paris. La couardise ou la prudence des ci-
 toyens a seule empêché le désordre d'être porté à son
 comble; les malveillans ont beau être actifs, ils ne peuvent
 commettre tous les crimes à la fois.

Vous tous qui aviez la latitude nécessaire pour
 arrêter le mal à sa naissance, soyez de bonne foi, dites-
 nous franchement si c'étoit une mesure de sûreté gé-
 nérale, un coup de main révolutionnaire indispensable
 pour appaiser le pauvre & châtier le riche; alors on
 saura à quoi s'en tenir sur les suites de l'opération du
 lundi 25.

Telles sont les réflexions qui depuis cette journée de deuil assiègent tous les esprits, volent de bouche en bouche, & refroidissent cet élan patriotique, qui, il y a huit mois, fit sourdir de dessous terre une armée nombreuse de défenseurs de la nouvelle constitution promise avec tant de solennité. Hélas ! pourquoi faut-il que pareilles scènes arrivent précisément à la veille d'être constituées ? Qu'il est cruel d'entendre dire : Mais les jacobins & les magistrats, les administrateurs & grand nombre de nos représentans ne veulent donc pas de constitution. Trouveroient-ils leur profit à ce qu'il n'y en eût point ? car autrement ils iroient au-devant de tous ces mouvemens populaires, qui ne sont propres qu'à prolonger l'anarchie & retarder le règne de l'ordre. Avec quelle ardeur nous ou nos enfans nous nous porterions aux frontières, si en quittant nos foyers nous y laissions la paix & la sûreté, si nous pouvions nous dire : à notre retour nous trouverons des loix faites & déjà éprouvées par l'usage. Assurément, crieront les malveillans, ils ne veulent pas de constitution, tous ces prétendus hommes d'état qui se vantent d'avoir fait, ou du moins d'avoir dirigé la révolution. Ils ont tenu le sceptre jusqu'à présent ; aujourd'hui qu'il faut le passer, le remettre aux mains de la loi, ils voient avec peine, avec regret que leur règne est fini, il ne leur reste plus qu'une surveillance paisible à exercer, & l'on consent difficilement à cesser d'être quelque chose.

Bons citoyens, rassurez-vous, que les derniers événemens ne relâchent point votre attachement à la révolution, qui s'achèvera, en dépit de toutes les manœuvres, & ne refroidissent pas la généreuse ardeur de vos enfans. Toutes ces convulsions ne peuvent durer. Nous avons calculé avec vous le moment de la chute de nos anciens despotes, nous ne les avons pas quittés jusqu'à ce que nous les ayons vu sous vos pieds & hors d'état de s'en relever. Il en sera de même de tous ceux qui voudroient leur succéder, nous les observerons de près, leur règne ne fera que passer ; le peuple ne s'est pas donné tant de mouvemens, il n'a point consenti à tant de sacrifices pour ne faire que troquer la servitude contre l'anarchie ; & le journal des Révolutions n'a point varié de principes à cet égard, sa tâche est toujours la même. Ce n'est pas avec des noms qu'on lui en impose. Qu'on prenne le masque de Jacobin ou tel autre, d'une main courageuse ; nous levons le masque, & nous dénonçons à la vindicte

de l'opinion quiconque s'en couvre, eût-il rendu des services. Point de ménagemens ! point de fausses considérations ! point de commérage ! Le salut du peuple avant tout ! Et voilà comme on se fait des ennemis ; mais on a rempli ses devoirs.

Le Foyer de ces agitations ménagées à loisir dans certains comités soi-disant révolutionnaires, n'est pas seulement à Paris. Lyon en a aussi sa part. Le peuple de cette ville est comme par-tout, ami de la liberté, quoi qu'il lui en coûte ; il a ses momens d'humeur, & comme par-tout il donne d'abord tête baissée dans le premier piège qu'on lui tend ; il suffit pour cela de connoître son foible & de frapper à l'endroit du défaut de la cuirasse.

Comme à Paris, il se trouve à Lyon quantité d'aventuriers se disant chauds patriotes, qui, certains de végéter dans le mépris si tout le monde étoit à sa place, sèment le désordre pour récolter dans le champ de l'anarchie ; l'exagération des principes est leur arme favorite, parce que c'est celle qui leur réussit le mieux.

Pour convaincre les lecteurs que ce que nous disons ici, c'est avec connoissance de cause, nous insérons la réponse du citoyen Carrier à Tallien, sur son rapport des événemens de Lyon. Pour reparler de cette affaire nous nous étions promis d'attendre le rapport des commissaires envoyés sur les lieux, mais le journaliste de Lyon nous apprend assez ce qu'il importe de savoir.

« Carrier, journaliste de Lyon, à Tallien, membre du comité de sûreté générale, & rapporteur de la prétendue contre-révolution de Lyon.

La liberté est à son lit de mort quand la calomnie attaque sa retraite & qu'elle est lancée par des hommes d'autant plus coupables, qu'ils osent tout impunément. Ami de la vérité, c'est à moi de confondre l'imposture, & de défendre mes concitoyens outragés. Ma pensée est libre, les poignards ne peuvent l'atteindre, & les mandats d'arrêt du comité des douze, ou plutôt ses invitations ne m'intimident point.

Jacobins, vous vous en souvenez, l'année dernière vous prîtes ma défense, le directoire du département de Rhône & Loire m'avoit décrété de prise-de-corps, je fus trois mois exilé de mes foyers, obligé de me cacher ; le directoire étoit coupable de prévarications, de trahisons, je l'avois dénoncé, mon décret fut publié à son de trompe sur toutes les places de Lyon : qui a su braver les poignards de l'aristocratie, saura bien encore braver ceux des anarchistes & de vils calomniateurs. Qu'ils frappent, qu'ils se réunissent avec les aristocrates pour m'accabler, je déclare une guerre éternelle à ces deux pestes de la société.

Tallien, c'est toi que j'interpelle, es-tu bien sûr des faits contenus dans ton rapport ? Prends y garde, songe que si tu t'es laissé égarer, la nation te jugera, songe

que tu deviens responsable des attentats qui peut-être vont se commettre à Lyon. Je le dis avec toi, les aristocrates ont toujours compté sur cette malheureuse ville, ils en ont toujours voulu faire le foyer d'une contre-révolution, mais le peuple est là comme à Paris, mais trente mille hommes sont aux portes de Lyon, mais les braves Marseillois étoient à deux journées de notre ville lors de l'événement du 18. Tu connois bien mal les aristocrates, leurs efforts eussent été inutiles, ils le savoient; va, ils n'exécutent jamais devant le danger, il n'y a que les hommes libres qui le bravent. Tu dis dans ton rapport qu'on a brûlé l'arbre de la liberté, insulté sa statue, celle de J. J. Rousseau, c'est faux & je te démens, c'est à toi de prouver. Me citeras-tu les procès-verbaux de la commune? Je te citerai moi toutes les horreurs qu'elle commet, ou plutôt son procureur. C'est un prêtre, & les prêtres ne nous ont que trop appris qu'ils sont capables de tout. Mais auparavant, dis-moi, connois-tu bien les causes de ce grand événement? car c'est à leur source qu'il faut remonter quand on veut s'assurer des faits. Tu ignores sans doute que *Challier*, en concurrence avec *Nivière-Chol* pour la place de maire, ne pouvant pardonner à ce dernier de l'avoir emporté sur lui, a tout employé pour le perdre, que tous ceux qui n'ont pas voté pour lui sont devenus ses ennemis, que l'abbé *Laussel* n'est devenu procureur de la commune qu'à force d'intrigues, & qu'il n'a pas craint de présenter un bail à loyer antidaté: il existe des dépositions de ce fait au département. « Je vais être procureur de la commune, me disoit-il à moi, avant que les assemblées primaires fussent même convoquées, je fais que ma nomination sera contestée, mais que je sois en place trois semaines, cela me suffit pour l'exécution d'un projet... ». Il n'a que trop réussi: tu ignores peut-être, ou tu feins d'ignorer cette séance clandestine, où *Challier*, après avoir fait prêter serment aux citoyens trop faciles qu'il égare, mit sur le bureau une liste de proscrits, composée de 450, & proposa de de les égorger.... La guillotine devoit être placée sur le Pont Morant, pour jeter à mesure les corps dans la rivière, afin que le sang des immolés ne souillât pas la terre de la liberté, ou plutôt, dit *Challier*, avec un transport sanguinaire, dressez la guillotine sur la place des Terreaux, qu'on fasse autour de l'arbre de la liberté un grand fossé, afin de le fumer des dépouilles des victimes!... Interroge donc, Tallien, interroge toute la

ville sur cette séance obscure & liberticide ; interroge les quatre-vingt témoins de cette conjuration , interroge donc celui qui la présidoit ... Challier La ville entière l'interroge , il se tait , il est coupable : & tu oses accuser des hommes qui pour punir tant de crimes , ne demandoient que l'expulsion de Challier , Laussel & leurs adhérens ! & tu annonces Lyon en état de contre-révolution ! Des contre-révolutionnaires ont été effectivement arrêtés , mais ne fais-tu pas que les ennemis de la chose publique sont toujours aux aguets , qu'ils rient de nos discordes , qu'ils les fomentent ? Cette arrestation prouve qu'un attroupement populaire , quoique régulier & bien intentionné dans son principe , devient toujours une occasion que les malveillans saisissent pour favoriser leurs complots. Ne fais-tu pas que depuis cet événement un bureau de dénonciation est ouvert à la commune , que Challier & le Prêtre Laussel , en sont les chefs , que là , le voisin accuse son voisin , le débiteur son créancier , &c. &c. , que 1200 personnes sont détenues dans les caves de l'hôtel commun , que Bertholon , substitut du procureur de la commune , reçoit de l'argent pour faire sortir les personnes détenues , que le parti dévoilé l'a sacrifié , & qu'il est en état d'arrestation , que Gaillard , l'ami de Challier , a voulu soulever les garçons chapeliers & qu'il n'a pas réussi , que Laussel a lancé un mandat d'amener contre le citoyen Gilibert , parce qu'il savoit qu'on le désignoit pour maire , que ce citoyen est détenu à Saint-Joseph , qu'au même moment on placardoit dans les rues qu'un homme en état d'arrestation ne pouvoit être élu ; que pour avoir dit la vérité on s'est présenté chez moi pour m'arrêter , & me faire passer quelques jours de cave ; que la liberté de la presse est violée ; que vingt mille bons citoyens ne voyant plus de sûreté pour eux à Lyon ont quitté leurs foyers ; que lors de l'épurement du scrutin pour le maire , l'entrée de l'hôtel commun étoit interdite aux citoyens ? Il est donc vrai que toute confiance est détruite entre le peuple & ses agens. Je ne parle pas des canons braqués devant l'hôtel commun , & de la force armée qui l'entoure continuellement. Grand Dieu ! fais que la convention nationale entende ma voix , que la vérité l'éclaire & qu'elle sévisse enfin contre tant d'attentats. On parle à Lyon d'égorger les détenus ; notre révolution ne peut-elle donc s'affermir que par le sang des victimes , souvent injustement choisies ? Si l'on savoit au moins connoître les coupables ; mais ce sont

eux qui échappent , & l'innocent périt. Les peuples , nos voisins , ont les yeux sur nous ; ils calculent nos démarches , ils voudroient nous prendre pour modèles ; mais à chaque meurtre qui se commet , ils frémissent , & nos ennemis ne savent que trop profiter de cette impression funeste.

Les grands inquisiteurs ne bornent pas leur puissance à Lyon ; ils entretiennent des mouchards à Paris. J'ai été dénoncé au comité de sûreté générale , & trois citoyens obligeans sont venus m'apporter mardi matin l'invitation de m'y rendre. J'y fus en chartre privée depuis dix heures jusqu'à trois de l'après-midi. A la vérité , les membres du comité me dirent qu'on avoit outrepassé les ordres , que je n'étois point en état d'arrestation , que ce ne pouvoit être qu'une erreur. On commet donc aussi des erreurs à Paris ?

Ecoute , Tallien , vois comme l'intrigue se découvre. J'attendois au comité de sûreté générale le moment de mon interrogatoire , & ce sous l'inspection d'un gendarme. Collot-d'Herbois , ton ami , en sortoit. Je le salue. « Ah ! mon cher , me dit-il , qu'avez-vous fait ? Votre Journal a tout gâté. Les journalistes de Paris vous ont tous copié ; ils vous citent comme un patriote persécuté , l'ami des Jacobins. Savez-vous que cela fait le plus mauvais effet ? *Vous nous démentez ; il faut vous rétracter* ». Je te l'avoue , ce fut un trait de lumière pour moi , & je me crus dès-lors criminel d'avoir gardé si longtemps le silence.

Voilà la vérité ; démens-moi ; poursuis-moi ; j'ai rempli le devoir de bon citoyen , j'attendrai la mort tranquillement ; mais sache que je retourne à Lyon ; je le déclare à la nation entière ; il me suffit , pour ma sauvegarde , de savoir qu'en dépit de toutes les aristocraties , la convention veille également sur tous les citoyens qui sont opprimés , & sois sûr que i'y combattrai la tyrannie , quel que soit le masque dont elle se couvre.

Signé , CARRIER.

P. S. Je reçois en ce moment des nouvelles de Lyon , qui m'apprennent que la municipalité , qui craint la vérité , a donné ordre à mon imprimeur de cesser l'impression de mon Journal. Tallien , je te somme , comme représentant de la nation & membre du comité de sûreté générale , de poursuivre cet attentat à la liberté de la presse.

Si l'on joint à ce récit du citoyen Carrier ce qu'écrit l'ancien

mair de Lyon, Vitet, député à la convention nationale, qui en ce moment est près de Lyon, & qui mande que cette ville est dans la consternation, qu'un bureau de dénonciation y est établi, que les mandats d'arrêt y sont lancés indistinctement contre de bons citoyens; si l'on rapproche ces faits de ceux cités par le Journaliste de Lyon, connu pour s'être dans tout les temps foidi contre le despotisme, on verra que tous les désordres qui ont été commis à Lyon sont l'ouvrage de deux ou trois mauvaises têtes, ambitieux subalternes qui spéculent sur la liberté, & sous le prétexte de venger sa cause, assouviennent leurs ressentimens personnels contre ceux de leurs concitoyens dont ils redoutent le plus la concurrence; mais ces hommes inconséquens & vains ne tardent pas à se trahir eux-mêmes: aveuglés par un premier succès, ils ne connoissent plus de bornes. Après avoir attenté à la liberté des personnes, ils violent celle des opinions, & veulent par la force imposer silence à la vérité. Arrivés à ce dernier terme de la démence & du despotisme, ils ne sont plus dangereux. Le cri des bons citoyens est unanime contre eux, & la fuite est le seul moyen qui leur reste pour se soustraire au châtement.

Nous apprenons à l'instant que les commissaires envoyés à Lyon par la convention y sont arrivés le 3 dans l'après-midi; ils paroissent fort mécontents de la municipalité, & ont été étonnés d'y retrouver l'arbre que l'on avoit dit être brûlé.

Les Marseillois y sont depuis quelques jours; ils se sont déclarés contre la municipalité, & protestent que si Challier & Lauffel continuent leurs attentats, ils les conduiront eux-mêmes à la guillotine.

Maison-Neuve, patriote estimé, renfermé à Roanne à la suite des visites domiciliaires, a reçu la visite de madame Lauffel, qui est venue lui offrir sa liberté, s'il vouloit entrer en arrangement. J'ai beaucoup d'ascendant sur Lauffel, lui dit-elle, & il passera par tout ce que j'aurai fait. --- Allez, madame, répondit le citoyen Maison-Neuve, vous êtes trop *obligeante*; je ne connois que la loi, & ne veux qu'elle pour mon défenseur. --- C'est ainsi que Lauffel spéculé sur les arrestations.

Nouvelles des Armées.

Un de nos correspondans nous mandoit de Liège, le 3 de ce mois. . . . Nous ne pourrons jamais compter sur nos généraux, tant que la nation fera la sottise de les prendre dans l'inférieure caste. . . . D'Harville vient, dit-on, de nous trahir à Aix; les Français y ont été surpris & battus. . . . Si ce qui se débite ici est vrai, rien d'étonnant quand vous apprendrez la levée du siège de Maëstricht, commencé d'une manière très-dégoûtante. Ce n'est que d'hier (2 mars) que notre artillerie y a paru: aussi nos canonniers ont-ils fait des reproches bien fondés à Miranda. . . . Nos troupes, malgré le feu de l'ennemi, travaillent avec une ardeur indicible; & la misère que ces braves gens éprouvent semble ajouter encore à leur courage. . . . La place tire soixante coups à l'heure; nous ne faisons que leur lancer quelques bombes qui ont seulement occasionné un incendie peu considérable: nous n'avons que quelques mortiers mal approvisionnés. Les généraux s'attendoient apparemment que les portes leur seroient ouvertes dès qu'ils se présenteroient, ou bien plutôt ils vouloient laisser échapper grand nombre de leurs amis bloqués dans cette ville. Signé, René Bellanger, capitaine d'une compagnie brestoïse.

Voici ce que nous mande un autre correspondant, en date du 5 mars. Eh bien! mon cher Prudhomme, croira-t-on jamais que ce qui se passe soit entièrement naturel?

Aix-la-Chapelle nous est enlevé, Bréda est découvert, & le siège de Maëstricht levé soudainement. Qui ne voit dans tout cela

l'intention positive de soustraire à la vengeance nationale quatorze ou quinze cents émigrés qui étoient bloqués dans cette dernière ville? On a si bien fait, qu'ils ont la liberté entière de se sauver, au moment où tout annonçoit leur capture.

Liège est bloqué par l'ennemi; & on ne fait pas trop le moyen de l'arrêter dans sa marche brusque.

On parle par-tout de trahison. On accuse Valence, on crie contre Miranda, à qui l'on impute de grandes imprudences. Pour Valence on le reconnoît pour aristocrate fiefé. On fait que la mort du roi lui a fait tourner la tête & la casaque. On m'assure qu'on conduit en ce moment à Paris un général soupçonné. On ne me dit pas qui, ce qu'il y a de certain, c'est qu'on ne s'est pas battu, c'est qu'on nous a surpris d'une manière à ne pas se douter de rien. Et je crois que tout ceci va nous éclairer sur le cas que nous devons faire de certains personnages qui sont à la tête de nos affaires. Je voudrois vous annoncer de plus-heureuses nouvelles, ce n'est pas ma faute; j'ai honte même de me trouver ici dans un pareil moment, mais ça ne sera pas long. . . .

On notera que ces deux correspondans, qui ne nous écrivent que trop dans le même sens, sont fort éloignés l'un de l'autre: nous ne pouvons donc pas être mieux servis. Nos généraux & nos ministres ne nous disent pas tout cela; ils en imposent évidemment à la convention même & à nos commissaires qui sont sur les lieux. Le conseil exécutif paroît d'autant plus compromis dans cette malheureuse affaire, que depuis plus de quinze jours il étoit informé de l'approche de vingt à vingt-cinq mille Prussiens; il en fera de même de la Hollande, dont nous faisons l'invasion avec une légèreté inconcevable; le peuple n'y est pas du tout disposé à nous bien recevoir; les patriotes y sont en très-petit nombre. Nos mandataires déclarent la guerre de droite & de gauche, du nord au midi, sans rien discuter, rien prévoir; on fait marcher nos soldats en avant avec une témérité, une imprudence vraiment alarmante; & à peine abordons-nous un pays, que déjà nous faisons des réglemens pour la conduite à tenir par nos généraux vainqueurs. Jamais on n'a exposé les troupes comme on le fait des nôtres; nos chefs comptent sur elles, & ils ont raison: le Français fait mourir, mais il ne fait point reculer. Abuser de cette disposition de nos armées dans les circonstances actuelles, c'est évidemment trahir la nation & vouloir sa ruine. Ah! craignons de nous repenir bientôt de ce système de guerre offensive dans laquelle on nous a précipités! C'est d'une constitution que nous avons besoin, plutôt que de villes conquises, plutôt que de nouveaux départemens: & comment y travailler, à cette constitution, engagés que nous sommes dans une guerre lointaine & ruineuse?

La convention ne suit pas assez de près les opérations du pouvoir exécutif. Il semble qu'elle ait donné carte blanche à nos ministres. Qu'avoient-ils fait avant d'entrer au conseil, qu'ont-ils fait depuis qu'ils y sont pour mériter qu'on les en croie sur leur parole? L'un d'eux, duquel on ne parle presque pas, a fait peut-être plus d'une plaie profonde à la chose publique. Placé d'abord à la tête des bureaux des affaires étrangères par Dumourier, Lebrun devoit dès lors éveiller le soupçon sur lui; il n'étoit un peu connu en France que par le Journal général de l'Europe. On lui croyoit des connaissances diplomatiques. Mais Lebrun n'a jamais écrit en homme libre: et comment l'eût-il fait? il étoit en correspondance avec l'empereur & pour ainsi dire, à ses gages. Il existe de ses lettres adressées à Joseph II en 1787 & 1788, qui respirent la plus basse flatterie. « Nous demandons à votre majesté (écrivait Lebrun le 26 juillet 1787, en son nom & au nom de son associé Smith) « Qu'elle nous procure les moyens » de reprendre avec sûreté nos travaux accoutumés, & de signaler de nouveau le zèle ardent qui nous anime pour son service & la défense de sa cause ». Il s'agissoit de la première révolution du Brabant, contre laquelle Lebrun imprimoit en faveur du despote de Vienne.

« Combien nous nous croirons heureux (dit Lebrun dans sa même requête au même tyran) si le sévère & redoutable appareil de l'autorité & de la force souveraine ramène à votre majesté des cœurs égarés... & dissipe les vains prestiges d'une cabale obscure & audacieuse , dont les ouvrages séditieux ont de longue main préparé des esprits trop crédules à cette fatale révolution ».

Tel étoit alors l'homme auquel nous confions aujourd'hui le soin de faire aimer la nôtre chez les peuples voisins , & de la faire respecter dans le cabinet des despotes. Nous avons pour ministre des affaires étrangères ce même écrivain vénal qui mendoit la protection du gouvernement des Pays-Bas , recevoit un salaire de Joseph II , & des cadeaux pécuniaires de Pitt , trop adroit politique pour ne pas encourager un journaliste anti-révolutionnaire.

Le 21 septembre même année. c'est-à-dire , deux ans avant 1789 , notre ministre Lebrun écrivoit à l'empereur , « que lui & son associé brûloient du desir impatient de raconter à leurs familles les bontés de S. M. ; & leur répéter ces paroles que le plus affable des souverains a daigné nous faire entendre , qu'il compatissoit à nos misères ».

Enfin (car il est pénible & dégoûtant de transcrire de telles expressions) Lebrun écrivoit à quelqu'un le 19 mai 1788 : « J'ai senti la peine la plus vive , en apprenant que quelques-unes de nos dernières feuilles ont pu déplaire au gouvernement. Je suis bien éloigné sur-tout de me permettre des réflexions qui puissent offenser S. M... &c. ».

En voilà bien assez , en voilà trop pour apprécier ce qu'est Lebrun ; & qu'on rapproche les époques , on verra que s'il a changé un peu de style , ses principes , ses sentimens & sa conduite sont les mêmes au ministère de la république de France , qu'à Bruxelles , à Liège & à Erst. Il étoit alors écrivain salarié de l'empereur & de la gouvernante des Pays-Bas ; il est aujourd'hui l'homme de Dumourier. L'attitude molle qu'il a fait prendre à la république vis-à-vis de l'Angleterre , n'est peut-être que la suite d'une réminiscence des bienfaits de Pitt. Puissent les événemens qui se passent ne pas trop justifier nos soupçons sur lui.

Vendredi dernier , Lacroix , commissaire à l'armée de la Belgique , a rendu compte à la convention des échecs que nous venons d'essuyer sous Maëstricht & devant Liège. Il paroît , d'après ce rapport , que toute la faute est aux officiers-généraux , qui , au lieu de réunir leur avant-garde destinée à masquer à l'ennemi le bombardement de Maëstricht poussé très-lentement , l'ont dispersée dans des cantonnemens , & ont ainsi ouvert le passage à l'armée ennemie , qui se divisa en deux colonnes : l'une se porta sur Maëstricht , & l'autre sur notre avant-garde , dont la retraite se fit dans le plus grand désordre. Lacroix observe que presque tous les officiers-généraux & colonels sont absens. Après beaucoup de peine , l'armée s'étant reformée , on a fait sortir en hâte de Liège le trésor militaire , & ce qu'on a pu emporter de plus précieux , qu'on transfère à Valenciennes. Les commissaires ont fait distribuer aux Liégeois vingt mille fusils ; mais on a été obligé d'évacuer Liège , qui est au pouvoir de l'ennemi. De son côté , Miranda a été forcé de lever le siège de Maëstricht. Les armées françaises sont réunies à Saint-Tronc , mais il paroît que cette réunion est un désavantage.

Au moment où ces nouvelles furent répandues dans Paris , les sections s'assemblerent , les spectacles furent fermés , chacun fut tout entier à la chose publique ; les commissaires , les généraux , tous demandent des hommes , tous sollicitent un prompt recrutement. La convention adopta en ce moment une mesure qui , nous l'espérons , ne sera pas infructueuse : elle décréta que dès le soir même des commissaires pris dans son sein se répandroient dans les

sections de Paris pour y annoncer les nouveaux dangers de la république, & appeler tous les citoyens à la défense commune. Ce qui fut exécuté. Le lendemain, la municipalité proclama la même chose dans tous les quartiers.

Français! vous ne laisserez pas dire qu'en 1793 vous n'êtes plus les mêmes hommes qu'en 1792. Parisiens! le moment est venu de repousser les calomnies, en volant à la défense de la patrie en péril.

Samedi soir on a appris que les armées françaises réunies présentent un front formidable, & ne demandent qu'à combattre. Les enrôlemens se font avec chaleur dans les sections.

La convention a décrété une taxe de guerre sur les riches, & la formation d'un tribunal criminel & sans appel pour juger les conspirateurs.

Sur la taxe des denrées.

Dans un moment où l'on s'occupe d'autant plus des subsistances qu'on les paie plus cher, une question s'agite par-tout : peut-on taxer les denrées? Cette question est trop importante pour que nous la laissions passer sans l'examiner. Elle se divise en deux parties : a-t-on le droit de taxer les denrées? La chose est-elle possible?

Depuis long-temps nous avons prouvé, & plusieurs fois, qu'on devoit fixer un *maximum* pour le prix du bled. On peut lire entre autres à ce sujet notre n°. 118. Si l'on doit taxer le pain, il doit en être de même de toutes les denrées de première nécessité ; car le pain n'est pas la seule chose sollicitée par des besoins indispensables. La viande de boucherie, le bois, la chandelle, le savon sont presque aussi nécessaires ; nous ne pouvons nous en passer. Les mêmes raisonnemens qui prouvent le droit que l'on a de taxer le pain, prouvent aussi le droit que l'on a de taxer les denrées absolument nécessaires à la vie.

Tout agiot, tout accaparement sur des objets aussi essentiels est le plus impardonnable des vols. Les voleurs ordinaires ne s'attachent communément qu'aux riches, & ne leur enlèvent que leur superflu ; mais l'accapareur en haussant à son gré le prix des denrées, s'attache principalement au pauvre, & lui ravit sa subsistance. La nourriture du riche est la moindre de ses dépenses, & dans cette dépense même, ce qui tient aux besoins de première nécessité n'est presque rien en comparaison de tout ce qui est donné au luxe & à la sensualité. Le riche ne souffre donc point du renchérissement de ces denrées premières : c'est l'indigent seul qui en souffre, & qui, par ces vols continuels que lui fait la cupidité barbare, est sans cesse à la veille de mourir de faim : la loi doit réprimer les vols & les punir ; elle doit donc pareillement réprimer & punir les accaparemens.

Les hommes qui s'engraissent de la misère du peuple parlent sans cesse des droits de la propriété, & ils ont raison ; mais aveuglés par leur intérêt, ils ne voient pas

qu'ils parlent contre eux-mêmes. Sans doute les loix doivent respecter la propriété ; mais nous le demandons : est-ce la propriété monstrueuse du riche qui peut réclamer exclusivement la protection de la loi ? la propriété exigüe de l'ouvrier , de l'indigent , doit-elle être indifférente à ses yeux ? Si des brigands arrachent des mains du grand propriétaire de l'or ou de gros assignats , c'est à la force armée sans doute à courir , en vertu de la loi , sur ces brigands : mais si de plus scélérats encore arrachent à l'indigent l'humble billet de quinze sous qui eût pu suffire aux besoins de sa journée , la loi ne doit-elle pas venir également au secours du pauvre , & défendre sa propriété d'autant plus sacrée , qu'elle est la stricte mesure de son existence ? Oui , l'accapareur qui fait payer une marchandise au-dessus de son prix est le plus lâche de tous les brigands , il attente à la propriété de l'indigent : il fait plus , il attente à sa vie , puisqu'il le réduit à mourir de faim.

Sans avoir besoin de rappeler ici les diverses causes qui peuvent amener le renchérissement des subsistances , nous convenons qu'il est vrai qu'à mesure que le prix des denrées augmente , l'ouvrier exige de celui qui l'emploie une augmentation de salaire ; mais cette augmentation n'est jamais exactement proportionnée avec celle des denrées ; car le riche fait toujours la loi aux pauvres , & restreint toujours leurs justes prétentions. Cette augmentation est toujours tardive , & ne fallut-il qu'un mois d'intervalle pour établir l'équilibre entre le prix des vivres & celui des journées , c'est un mois de souffrances que la loi doit épargner à l'artisan , un mois où sa propriété est véritablement mise au pillage , abandonnée à la rapacité du plus fort ; d'ailleurs , dès que le salaire de l'ouvrier paroît être un instant proportionné à celui des subsistances , le gros propriétaire hausse encore sa marchandise , & voilà toute proportion détruite pour longtemps.

L'homme qui profite du malheur des indigens viole donc leur propriété ; & quand il nous parle de la sienne , quand il prétend qu'il a le droit de l'estimer ce qu'il veut , on n'est point maître de retenir son indignation. La propriété , comme nous l'avons déjà dit n°. 133 , n'est autre chose que la jouissance légitime de biens légitimement acquis : or , des marchandises nécessaires aux besoins de tous , que l'on garde , que l'on resserre pour attendre l'occasion de les faire surpayer , cessent réellement d'être une propriété ; car ce n'est pas là une jouissance légitime ; le fruit que l'on retire d'un pareil commerce cesse aussi d'être une propriété , car c'est

un bien illégitimement acquis ; c'est un bien volé & recelé ; & les législateurs ont le droit d'arrêter , de prévenir ces vols , ces recèlemens , & par conséquent de taxer le prix des denrées.

Mais , s'écrie - t - on , que deviendra alors la liberté du marchand ? Sa liberté ! elle lui restera toute entière ; elle sera ce qu'elle est , ce qu'elle doit être : *le droit de ne pas nuire à autrui*. Le décret qui a consacré la liberté illimitée du commerce , tant pour les objets de commodité & de luxe , que pour les objets de nécessité première , n'a réellement consacré que la licence ; car dans un pays où les fortunes étant très-inégales , un grand nombre , pour doubler son gain , peut attendre que le reste meure de faim ; dans un pays où règnent l'égoïsme & l'intérêt , où la chose publique a tant d'ennemis , on devoit sentir , & nos constituans le sentoient bien , que toutes les opérations du commerce seroient dirigées contre la liberté & ses meilleurs amis ; que les aristocrates , les royalistes profiteroient de cette liberté pour nous attaquer ou nous ruiner.

Les anciens , qui , sans définir la liberté , en avoient le sentiment & l'instinct , admettoient bien d'autres bornes , ou pour mieux dire , ne lui permettoient point de franchir les limites que sa nature même lui prescrit. Ils avoient sur son essence des idées qui , quoique moins profondes , étoient bien plus vraies que les nôtres. Sachant que rien ne nuit plus aux états & aux particuliers , que les mauvaises mœurs , ils retranchoient du domaine de la liberté tout ce qui pouvoit , même indirectement , amener ou autoriser les mauvaises mœurs. De là sont nées ces loix somptuaires qui ne permettoient de dépenser qu'une certaine somme pour ses repas , qui condamnoient à des peines sévères & ceux qui donnoient de splendides festins & les convives qui y assistoient ; quelques-unes prévenoient les accaparemens d'or & d'argent monnoyé , en fixant la quotité des sommes que l'on pourroit avoir chez soi en dépôt ou en propriété ; d'autres prévenoient les accaparemens d'étoffes , en obligeant de ne porter que des habits de tel ou tel prix déterminé. Sans doute parmi ces loix sages il s'en glissa de ridicules , & même d'aristocratiques , telles que la loi *Fannia* , qui fixoit le nombre des convives , & la loi *Annia* , qui , pour prévenir l'intrigue , désignoit les personnes chez qui les candidats ne pourroient pas aller manger. Mais , comme nous l'avons déjà dit , l'instinct de la liberté suppléoit chez les anciens à tous les raisonnemens ; les loix inutilement ou injustement coactive ne pouvoient être pratiquées ; & l'on remarque , par rapport à la dernière , qu'elle ne fut observée que par celui qui l'avoit faite.

Si les Romains , dans le temps où la liberté régnoit chez

eux dans tout son éclat, ont fait des loix si rigoureuses contre les riches, qui pourroit douter aujourd'hui que nous n'ayions le droit de taxer au moins les denrées de première nécessité, c'est-à-dire, d'empêcher le pauvre de mourir de faim ? Tout ce qui sort de la ligne des besoins vraiment naturels, tout ce qui tient le moins du monde au luxe, à la sensualité, peut être abandonné à la cupidité des hommes ; ainsi, par exemple, que tout drap supérieur à celui de la dernière qualité ne soit point taxé ; qu'il soit tout entier livré aux calculs, aux combinaisons rapaces du commerçant ; que l'or & l'argent bruts ne soient taxés qu'à cause de leur rapport avec la monnoie ; mais que la main - d'œuvre, que l'industrie qui en variera les formes rançonne à son gré les chalands, peu importe : pour vivre on n'a pas besoin de vaisselle d'or ni de couverts d'argent, ni de draps superflus ; mais pour soutenir ma vie il me faut du pain, de la chandelle, du savon, une livre de viande par jour, & une voie de bois par an ; tout ce qui est au-delà peut être soustrait à la taxe : il n'y a que cela de nécessaire. Cette sorte de taxe est bien loin de violer les principes ; ce n'est que par elle qu'on les maintiendra : voyons maintenant s'il est possible de l'asseoir.

D'abord il faudroit que cette taxe fût fixée tous les ans : on va en voir la preuve.

Cette taxe devroit être établie en raison du prix des biens fonds & de la disette ou abondance temporaire & naturelle de chaque denrée ; car il faut être juste, la taxe doit exister pour empêcher les vols, & non point pour les consacrer : ne point avoir égard à ces deux bases indispensables, ce seroit voler le propriétaire, détruire l'agriculture, & nous exposer à une éternelle disette.

Cette taxe auroit un autre effet ; c'est qu'elle empêcheroit les biens-fonds de trop augmenter ; car il y a une influence réciproque & un cercle vicieux entre ces deux objets : la cherté des biens-fonds fait hausser le prix des denrées, & la cherté des denrées fait surhausser les biens-fonds, & toujours à l'infini : c'est ce qui nous arrive depuis quatre ans. Arrêter un tel fléau ne sera pas un des moindres avantages de la taxe.

Les années de disette ou de médiocre récolte nécessiteront une augmentation ; car le propriétaire fait toujours les mêmes avances, que l'année soit bonne ou mauvaise ; il paie toujours les mêmes intérêts de l'argent qu'il a consacré à l'achat de son fonds.

On ne peut interdire l'exportation que dans les années de disette ou dans un temps de guerre. La prohiber en tout temps, seroit gêner inutilement la liberté, & mettre souvent dans la nécessité ou de cultiver moins,

ou de jeter ses denrées à la rivière. La permettre seulement dans des temps d'abondance , seroit engager le propriétaire à faire tout sortir alors , à ne rien garder pour mieux vendre l'année d'après. Obliger chaque fermier ou propriétaire à garder telle quantité de telle denrée , seroit l'exposer à une inquisition horrible & exécutable dans un grand empire ; il faudroit donc , dans la fixation de la taxe , avoir égard aussi aux prix des mêmes denrées dans les pays voisins , & aux frais de transport nécessaires pour y parvenir , afin qu'il n'y eût pas trop de profit à exporter & à frauder la loi. Pour ne pas laisser une grande quantité de denrées sous la même main , la loi devroit veiller à diviser en un grand nombre de formes distinctes & séparées les vastes possessions , & à égaliser insensiblement , sans effort & sans injustice , les riches successions. Nous donnerons quelque jour nos idées à ce sujet , & l'on verra qu'en désirant l'égalité des fortunes , on peut trouver des moyens de l'obtenir sans blesser en rien la propriété.

Mais en attendant qu'on s'occupe de cette loi , qui ne peut avoir qu'un effet lent & progressif , il s'agit d'établir la taxe ; & pour l'établir , il faut un recensement. Beaucoup de gens croient qu'un recensement est impraticable ; que dans une république aussi vaste & qui s'agrandit tous les jours , il est impossible d'avoir le relevé de toutes les denrées de nécessité première. Sans doute dans le moment même il ne faut pas l'espérer ; mais la convention doit se contenter pour l'instant des données qu'elle a , car il faudroit trop attendre pour ne statuer qu'après ce résultat , & le peuple auroit trop long-temps à souffrir. Il s'agit moins actuellement de beaucoup de précision que de beaucoup de promptitude. Fort heureusement aucun temps n'est plus propre que celui-ci pour taxer les denrées & pour rompre les habitudes perverses des accapareurs. Une guerre à mort avec tous les tyrans nous sépare de toute l'Europe ; elle a brisé les liens de commerce qui unissoient les peuples avec nous. Un décret a déjà défendu d'exporter chez eux les choses nécessaires à la vie , & les circonstances nous garantissent dès ce moment son exécution. Les propriétaires ne pouvant donc le vendre au-dehors , & voyant les denrées qu'ils récoltent soumises à une taxe , n'auront aucun intérêt à les tenir renfermées ; ils seront bien obligé de les donner au prix convenu ; & si la convention agit avec sagesse , tout bientôt peut diminuer sans effort , si elle taxe à la fois les denrées & l'argent.

Au prochain numéro nous publierons quelques articles d'un projet sur la taxe & la vente des grains.

Les

Les mêmes motifs qui nous ont déjà déterminés à publier quelques idées d'un patriote sur une constitution populaire pour un grand état, nous engagent encore à donner la même publicité au projet suivant, qui n'appartient pas plus que l'autre au journal des Révolutions, & dont nous sommes loin d'avouer tout ce qu'il renferme, quoiqu'il y ait d'excellentes choses, sur-tout dans la partie morale. Mais nous publions ce projet, parce qu'on ne sauroit recueillir trop de lumières pour faire une constitution, & que nous avons cru celui-ci propre à en répandre de grandes.

De la constitution.

Une constitution est le principe & la forme du gouvernement. Le principe est moral, éternel, indestructible: la forme est physique, réglementaire & variable: le principe est le contrat social; la forme en est le mode conservateur.

De la perfection de la constitution.

La perfection de la constitution est l'impossibilité morale & physique, de l'étendre ou de la réduire sans péril pour la liberté.

Principe moral de la constitution.

Du contrat social.

Art. 1^{er}. Le contrat social est le lien éternel, inviolable & sacré qui unit tous les hommes épars sur la surface de la terre.

II. Les hommes épars sont divisés en peuples par les limites de la nature.

III. Un peuple est une masse d'hommes réunis en société.

IV. La société a pour but le bonheur de tous les hommes, & est essentiellement juste.

V. Le but de la société ne peut être rempli que par l'application & l'exécution du contrat social.

VI. L'exécution du contrat social repose sur la souveraineté des peuples.

VII. La souveraineté d'un peuple est l'accomplissement de sa volonté.

N^o. 191. Tome 15.

D

VIII. La souveraineté est éternelle , universelle , inaliénable.

IX. Elle est répartie dans son essence en autant de fractions qu'il y a d'individus composant la société , parce que chaque citoyen a le même droit de connoître du principe & de la forme du gouvernement sous lequel il doit vivre.

X. Elle est indivisible dans son exercice , en ce qu'aucun individu , aucune fraction du peuple ne peut se l'attribuer , & qu'elle ne se manifeste que par la réunion de la société.

XI. Les actes de la souveraineté émanent ou de la volonté directe , ou de la volonté présumée par les représentans du peuple.

XII. Un peuple peut changer , pour son plus grand avantage , les modes de l'exécution du contrat social , en raison de sa population & de ses localités ; mais il ne peut en atténuer l'essence qui est éternelle comme la nature.

XIII. Un peuple ne peut se donner un ou plusieurs tyrans , en ce que l'acte par lequel il tenteroit d'aliéner sa souveraineté seroit nul.

XIV. Un peuple ne peut être tyran d'un autre peuple ; ainsi tous les peuples de l'Asie , de l'Afrique & de l'Amérique sont libres , indépendans , & délivrés du joug de l'Europe par le droit du contrat social , & par le fait de la présente déclaration.

XV. Un peuple libre ne peut déclarer la guerre à un peuple libre.

XVI. Les traités qui existent entre les peuples libres ne reconnoissent pour base que l'utilité commune & réciproque.

XVII. Cette base est le contrat social.

XVIII. Le devoir d'un peuple est de renverser tous les obstacles qui s'opposent à l'exercice de ses droits , & à l'accomplissement de son bonheur.

XIX. Ce devoir est l'insurrection.

XX. Un peuple a droit de détruire tous les tyrans de la terre , afin de rappeler les peuples à leurs droits méconnus.

XXI. Il ne peut contracter d'alliance avec les tyrans , dont l'existence seule est un crime.

XXII. Tout est légitime à un peuple libre pour abattre les tyrans , & son devoir est de périr tout entier jusqu'au dernier individu , plutôt que de survivre à la perte de ses droits sacrés & inviolables.

XXIII. Un peuple libre a le droit d'attaquer , comme ses

ennemis naturels, tous les tyrans & leurs satellites qui sont par le fait dans un état de révolte contre le genre humain.

XXIV. Le territoire & tout ce qui y est attaché appartient collectivement au peuple qui respire sur sa surface, & quand il en accorde la jouissance exclusive à ceux qu'il en appelle les propriétaires, ils doivent se ressouvenir que plus ils ont reçu du souverain, plus ils lui sont redevables.

XXV. Les peuples libres ne reconnoissent d'autre culte que celui du contrat social.

XXVI. La liberté est le plus grand des biens.

XXVII. C'est mourir tous les jours que de vivre dans l'esclavage.

XXVIII. C'est vivre éternellement dans ses semblables, que de mourir pour la liberté.

Des droits de l'homme en société ou du citoyen.

Art. I^{er}. L'homme naît, vit & meurt libre.

II. Il mérite bien de la société quand il ôte la vie à celui ou à ceux qui oppriment la liberté, ou qui conspirent contre elle.

III. Un criminel ne peut être condamné à l'esclavage pour le reste de ses jours, parce que l'existence & la liberté sont inséparables.

IV. L'exercice de la liberté ne peut être suspendu dans la personne d'un accusé que l'espace du temps strictement nécessaire à la conviction de sa forfaiture ou de son innocence.

V. Après sa détention, l'accusé a droit de réclamer contre ses accusateurs, en raison de leur outrage.

VI. La liberté individuelle étant essentiellement subordonnée à la liberté générale, tout citoyen accusé de conspiration contre la société doit se prêter à sa détention de son propre mouvement, sans qu'après son innocence reconnue il puisse réclamer contre ses accusateurs.

VII. La liberté est l'exercice réciproque des droits du citoyen.

VIII. Ces droits sont le droit naturel, le droit civil, le droit politique, le droit social & le droit général.

IX. L'exercice de ses droits n'a de bornes que celles qui assurent à ses concitoyens la jouissance de ces mêmes droits. Ainsi il n'est point un droit sans un devoir, ni un devoir sans un droit corrélatif.

X. Le droit naturel est le libre exercice des facultés de l'esprit & du corps.

Ainsi chaque citoyen peut exercer la profession qui lui

plaît, voyager, parler & imprimer ses pensées sans être inquiété, pourvu qu'il n'attente en aucune manière au contrat social.

XI. Son droit civil est l'existence, la sûreté de la vie & de de la propriété physique & morale.

Ainsi s'il est dans l'indigence, la société lui doit des secours proportionnés à ses besoins & à ses services, & le juste châtimement de celui qui a outragé le contrat social dans sa personne.

XII. Son droit politique est la concurrence directe ou indirecte à la reconnaissance & au maintien du contrat social.

XIII. Son droit social est, s'il a bien mérité de la société, d'en être l'enfant adoptif & le créancier titulaire.

XIV. Son droit général est la résistance à tous les genres d'oppressions.

Ainsi il a le droit de repousser la force par la force, à moins que cette force ne soit employée par la loi.

De la loi.

Art. I^{er}. La loi est le résultat des rapports éternels qui existent entre les hommes.

Ainsi la loi, pour n'être pas écrite, n'en est pas moins essentiellement préexistante au crime.

II. La loi est reconnue par la proclamation de la volonté directe ou présumée de la société.

III. Tout citoyen est inviolable par la loi dans les injustices qu'il éprouve.

IV. Tout citoyen est responsable à la loi dans les injustices qu'il fait éprouver à ses semblables.

V. La loi punit le crime.

VI. La loi protège l'innocence.

VII. La loi n'ordonne l'arrestation d'un citoyen que dans le cas où il est accusé d'avoir attenté au contrat social.

VIII. Tout citoyen arrêté par la loi doit obéir à l'instant si se rend coupable par la résistance.

IX. La loi est égale pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse.

X. Une loi ne peut être injuste, parce qu'elle seroit attentatoire aux rapports éternels qui existent entre les hommes.

XI. Si la proclamation de la volonté présumée étoit injuste, elle perdrait le caractère de loi. Cette proclamation seroit oppressive, & la résistance à l'oppression est un droit général.

XII. La loi de l'impôt est sa perception en raison progressive des fortunes.

XIII. L'impôt est la balance de la dépense de la société.

De la proclamation de la loi.

Art. I^{er}. La proclamation de la loi est immédiate ou mandée.

II. La proclamation immédiate est la volonté directe de la société réunie dans une même enceinte.

III. La proclamation mandée est la volonté présumée par une convocation législative nationale.

IV. La volonté directe est infaillible.

V. La volonté présumée est faillible.

Le mandat social est tacite & impératif.

Il commande souverainement la reconnaissance du contrat social de la part des mandataires.

Si les mandataires reconnoissent le contrat social, ils sont les bienfaiteurs de l'humanité.

S'ils ne le reconnoissent pas, ils en sont les oppresseurs.

De la sanction ou de la rejection de la volonté présumée ; portant le nom de loi.

La sanction ou la rejection est l'acte par lequel les mandans acceptent ou refusent.

La sanction ou la rejection est tacite. (Démonstration de cette vérité.)

Il n'est pas de terme moyen entre le juste & l'injuste.

Ainsi la proclamation de la convocation législative est une loi ou une oppression.

Si c'est une loi, comme la société ne veut que ce qui est juste, elle lui a donné sa sanction avant la proclamation.

Si c'est une oppression, la rejection date de la même époque que la sanction.

De la justice.

Art. I^{er}. La justice est l'application de la loi.

II. La justice donne tout à la vertu, & ôte tout au crime.

III. Il n'est qu'un seul crime, c'est l'assassinat.

IV. Il n'est qu'un seul châtiment, c'est la peine de mort.

Des assassins.

L'action par laquelle on cherche à ôter, ou on ôte la vie ou la propriété à un ou plusieurs citoyens, est un assassinat physique.

L'accaparement, l'usure, le pécumat, la concussion, le viol & l'incendie, sont des assassinats physiques.

La calomnie est un assassinat moral.

Un blasphème de bouche ou par écrit contre le contrat social, est un assassinat politique.

Une conspiration contre la liberté est un assassinat physique, moral & politique.

Les assassinats passifs sont l'inertie d'un fonctionnaire de la république.

La complicité ou le silence sur un crime.

Le refus volontaire de la mère d'allaiter sa progéniture.

Le refus du père ou de la mère de lui donner les soins que sa faiblesse réclame de la nature.

La justice autorise le meurtre.

Art. I^{er}. Le meurtre est l'action légitime par laquelle un citoyen ôte la vie à un individu qui a déjà perdu la qualité de citoyen.

II. Le meurtre est légitimé par les droits de la nature & l'instinct de sa propre conservation.

III. Si le meurtrier prouve que celui à qui il a ôté la vie étoit un conspirateur, il est un bienfaiteur de l'humanité; s'il ne le prouve pas, il est puni comme assassin.

IV. Si le meurtrier ne prouve pas que celui à qui il a ôté la vie attentoit à la sienne au moment même, il est puni comme assassin.

De l'intention.

L'intention est l'acte moral qui détermine à une action.

L'acte moral qui détermine à une action nuisible est puni par la justice.

Une action nuisible, sans la détermination de l'acte moral, n'est pas punie par la justice.

La conscience des juges prononce sur l'acte moral par les preuves.

Des preuves.

Les preuves sont les rapports moraux & physiques, qui, en éclairant la conscience, y portent le sentiment

de la conviction. Ces rapports sont les témoignages des hommes & des choses. Ils résultent de ces recherches :

Art. I^{er}. Quelle est cette personne ?

II. Qu'a-t-elle fait ?

III. En quel lieu ?

IV. Par quels moyens ?

V. Par quel motif ?

VI. Comment ?

VII. A l'instigation de qui ?

VIII. Avec qui ?

IX. Quel jour ? à quelle heure ?

Il est du devoir des juges de ne rien négliger sur tous ces points.

Du maintien de l'ordre par la justice.

De la démence.

Art. I^{er}. La démence est l'absence de la raison.

II. La démence n'est pas punie par la justice.

III. La justice en prévient les actes dangereux à la société.

IV. Quoique l'existence & la liberté soient inséparables, celui qui a perdu la raison ne jouissant pas de son existence morale, réclame à la justice sa détention physique, par la raison que le moral & le physique sont aussi inséparables.

V. L'homme en démence est rendu à la liberté physique, par le retour de l'existence morale ou de la raison.

Du suicide & du duel.

Art. I^{er}. Le suicide est l'action par laquelle un homme s'ôte la vie à lui-même.

II. Le duel est l'action réciproque par laquelle deux hommes cherchent à s'ôter la vie.

III. Le suicide & le duel sont réprouvés par la justice ; mais elle ne les considère que comme des actes de démence.

IV. Celui qui est appelé en duel peut faire punir de mort le provocateur ; mais s'il accepte, personne, après le duel, n'a le droit de réclamer ni pour ni contre l'un des deux duélistes.

V. Tout citoyen doit voler au secours de son concitoyen en péril.

VI. Le citoyen ne reconnoît pour son ennemi légitime que celui de la république.

Du mariage.

Art. I^{er}. Le mariage est un contrat naturel & tacite

entre deux individus de sexe différent pour la propagation de l'espèce humaine.

II. Le contrat est rompu par la volonté de l'un des deux individus.

III. Les enfans provenus de mariage, jusqu'à ce qu'ils puissent pourvoir à leur existence par le travail, en cas d'indigence ou d'abandon de la part du père ou de la mère, sont les créanciers de la nature & de la république.

IV. La république leur doit la vie & l'éducation.

V. Les enfans héritent par portion égale des biens de leur père & mère.

VI. La justice ne connoît point d'héritiers collatéraux, parce que tous les citoyens sont frères en république; elle s'empare de tous les biens du citoyen mort sans enfans.

VII. La justice ne connoît point les testamens, parce qu'un homme ne peut avoir de volonté après sa mort.

VIII. La justice ne connoît point les prêts pécuniaires. (*Démonstration de cette vérité.*)

Le prêteur pécuniaire est ou plus riche ou moins riche que celui à qui il prête.

S'il est plus riche, le prêt est une dette sacrée; s'il est moins riche, son prêt n'est pas présumable; d'ailleurs il seroit un don, & il est impossible de donner & retenir à la fois.

La justice autorise tous les dons.

Application du contrat social au peuple français.

Art. I^{er}. Le contrat social, par son application, établit le peuple français en patrie ou république.

II. La république est une grande famille dont chaque membre fait l'objet de son amour.

III. Cet amour est la vertu.

IV. La vertu fait la force de la république & le maintien du gouvernement.

Exécution du contrat social.

Du gouvernement.

Art. I^{er}. Le gouvernement est le mode conservateur du contrat social.

II. Le contrat social est éternel & impératif.

III. Le gouvernement est temporaire & obéissant.

IV. La science du gouvernement est de travailler au bonheur

bonheur suprême de l'espèce humaine , par le maintien du contrat social.

V. Le contrat social est le pouvoir.

VI. Le gouvernement est le devoir.

VII. Le gouvernement ne doit point avoir d'intérêt séparé de celui de la république.

VIII. Le gouvernement est le débiteur né des belles actions & le protecteur du travail , de l'agriculture , du commerce & des arts.

IX. Le gouvernement est confié à des fonctionnaires.

X. Les fonctionnaires sont responsables comme hommes privés & comme hommes publics.

XI. Tout fonctionnaire est destituable par ses constituans.

XII. Les fonctionnaires sont tous nommés directement ou indirectement par le peuple. L'intérêt seul de la république détermine le mode d'élection.

XIII. Le gouvernement est le débiteur des auteurs des découvertes utiles à l'humanité.

XIV. Il donne l'existence par le travail à ceux qui en manquent.

XV. Il donne l'existence à ceux qui ne peuvent personnellement y pourvoir.

De la perfection du gouvernement.

La perfection du gouvernement est la simplicité.

Des fonctions.

Une fonction est l'acquit de la dette contractée par le fonctionnaire envers la république.

Les fonctions se divisent en devoir législateur & devoir exécutif. *En morale.* Le devoir législateur est la reconnaissance du contrat social.

Le devoir exécutif est l'obéissance. *En physique.* Le devoir législateur est le rapport du centre aux extrémités.

Le devoir exécutif est le rapport des extrémités au centre.

Du centre.

Le centre est la réunion de tous les rayons moraux & physiques qui partent des extrémités pour y être réfléchis dans leur pureté inaltérable.

La réflexion des rayons moraux est la reconnaissance du contrat social.

La réflexion des rayons physiques en est le mode conservateur : ainsi la nature physique du centre est dépendante de la détermination du territoire d'après la population.

Du territoire de la république, d'après les bases de la population.

Art. I^{er}. Le territoire de la république appartenant collectivement aux individus qui respirent sur la surface, est un & indivisible.

II. Il est distribué en plusieurs départemens ; mais par le droit qu'a la société d'associer ses voisins à l'application du contrat social, le territoire ne peut reconnoître de bornes que celles de l'utilité générale, & doit être circonscrit dans le cadre physique qu'elle lui prescrit.

III. Le territoire est actuellement composé de quatre-vingt-cinq départemens ; chaque département de dix districts ; chaque district de dix cantons.

La population détermine la surface du département, elle est d'environ 300,000 citoyens ; celle d'un district de 30,000 ; celle d'un canton de 3,000.

Ainsi la population de la république est d'environ 25,500,000 citoyens.

V. Sont citoyens français tous ceux qui respirent sur le sol de la république, & qui sont irréprochables.

VI. La qualité de citoyen français se perd par l'absence du territoire de la république, & par l'affiliation à tout ordre étranger ou corporation liberticide.

VII. Chaque canton forme une assemblée élémentaire & nomme un convoqué au devoir législateur.

Renouvellement du devoir législateur.

Le devoir législateur se renouvelle ainsi :

Chaque assemblée élémentaire de la république se forme spontanément le 22 juin de chaque année au lieu ordinaire de ses séances, depuis 10 heures du matin jusqu'à midi.

L'assemblée élémentaire nomme un président & deux secrétaires par acclamation.

Le bureau est chargé de recueillir les suffrages.

Le nom de chaque citoyen est inscrit sur trois listes.

Une pour le président, & les deux autres pour les secrétaires.

Le président fait l'appel nominal, & les deux secrétaires font une marque marginale, à chaque appel individuel auprès du nom de celui qui obtient le suffrage.

Les secrétaires vérifient la majorité absolue & en dressent procès-verbal en présence de l'assemblée.

Le citoyen porté par la majorité est représentant nommé.

S'il refuse, le président recommence l'appel nominal jusqu'à une acceptation définitive.

Un absent ne peut être nommé.

Un citoyen peut se nommer lui-même.

Le 23 juin les 100 représentans présumés se réunissent dans le chef-lieu de leur département.

L'assemblée convoquée le 25 juin, depuis 10 heures jusqu'à midi, nomme, d'après le mode de l'assemblée élémentaire, dix représentans effectifs qui se rendent au centre pour concourir, par leur présence, à la formation de la convocation nationale, & se réunissent le 14 juillet au lieu de ses séances.

Les quatre-vingt dix représentans présumés se séparent, pour aller dans leur district respectif exercer la justice sous le nom de tribunal de district.

Chaque tribunal de district est conséquemment composé de neuf membres, ils se choisissent un président amovible tous les mois.

Il y a deux hospices dans chaque district, dont l'un est destiné à recevoir les indigens & les infirmes; l'autre à l'existence & à l'éducation des orphelins & des mineurs, dont chaque canton est le tuteur naturel.

L'homme libre est majeur depuis quinze ans jusqu'à vingt-cinq, en raison de sa sagesse.

Le degré de sagesse nécessaire pour être majeur, est reconnu par le canton réuni en assemblée élémentaire.

Ceux qui ne sont majeurs qu'à vingt-cinq ans, sont majeurs par bénéfice d'âge.

On ne peut refuser l'admission dans un hospice à tous ceux qui ont des droits à y avoir un asile.

Ces hospices sont entretenus par tous les citoyens du district, taxés en raison progressive de leur fortune sous l'administration du tribunal, qui exerce tout à la fois la justice hospitalière, la justice de droit & la justice de la perception de l'impôt, aux termes du contrat social.

Chaque canton s'administre lui-même par ses réglemens particuliers, conformes à ses localités.

Les citoyens exercent une mutuelle surveillance pour le maintien du bon ordre aux termes du contrat social.

Chaque canton a un greffier secrétaire qui constate les naissances & les décès; & délivre les brevets de majorité acquis par sagesse ou par bénéfice d'âge.

Des finances de la République.

Les finances de la république sont tous les signes représentatifs des choses disséminés sur la surface du territoire.

De la force armée de la République.

La force armée de la république est la réunion de tous les citoyens en état de porter les armes.

Du ministère.

Dans la république, il n'y a qu'un seul ministre ; c'est le ministre de l'impôt & de la dépense.

Il est correspondant financier général de la république.

Il est nommé par la convocation nationale & destituable par elle.

Il a quatre-vingt cinq adjoints à sa nomination.

Chaque adjoint correspond avec tous les tribunaux de district de son département respectif.

Les ministres de la guerre & de la marine sont maintenus provisoirement jusqu'à l'extinction de la tyrannie ; mais leur existence politique n'est qu'éventuellement réglementaire, & doit finir à l'établissement de la paix universelle par la reconnaissance universelle du contrat social. Ces ministres sont à la nomination de la convocation nationale.

La république ne pouvant plus entretenir des affiliations avec les cours de l'Europe, supprime le ministre des affaires étrangères & tous les agens de l'ancienne diplomatie.

Ainsi veut le contrat social, ainsi veut la république.

Du règlement.

Le règlement est un acte conventionnel temporaire & provisoire.

La convocation nationale détermine le sien particulier, ainsi que chaque tribunal de district & chaque canton.

Le règlement général est la résistance aux tyrans de l'Europe, l'impôt nécessaire aux frais du gouvernement & la conservation des hommes & des choses.

En temps de guerre l'impôt est indéfini, parce que sans la liberté, il n'est point de vrai bien sur la terre.

En temps de paix il est fixé.

Ainsi, en affectant un traitement annuel de 10 mille liv. à chaque fonctionnaire de la république, la dépense annuelle est de 85 millions 860 mille livres.

Direction de la convocation nationale, après la reconnaissance du contrat social & la détermination du gouvernement.

Le contrat social reconnu, la convention nationale en représente le mode conservateur.

Elle devient devoir réglementaire & tribunal de justice, appliquant la peine de mort aux fonctionnaires publics prévaricateurs.

Un seul citoyen est admis à lui présenter son accusation ; pendant la guerre , elle est en outre comité de défense générale , & proclame les réglemens généraux pour le salut de la république.

La convention nationale déclare à ses constituans qu'elle a reconnu le contrat social & déterminé le mode le plus propre à le conserver , conformément à la population & au territoire de la république.

La constitution est terminée.

Le mouvement spontané de tous les citoyens , pour se rendre le 22 juin dans leur assemblée de canton respective , d'après la distribution du territoire annexée à la présente constitution , en fera la sanction irrécusable.

L'époque à laquelle le représentant du mode conservateur est passif , est celle d'un bonheur universel dans la république.

CHERHAL MONT-REAL , *citoyen du monde.*

CONVENTION NATIONALE.

Suite de la séance du jeudi 14 février 1793.

III. » Tout militaire réformé jouira tant qu'il vivra , & quelle que soit ensuite la place qu'il occupera dans l'état , du traitement fixé par le présent décret , quels que soient les émolumens qui seroient attachés à ses nouvelles fonctions & sans aucune déduction.

IV. « La convention nationale voulant ajouter une nouvelle marque de reconnaissance à celle déjà promise , & en faire sentir , autant qu'il est en elle , les effets aux familles des braves défenseurs de la république , autorise dès à présent tout militaire à acquérir un bien national , dont le paiement pourra s'effectuer à la fin de la guerre , par la remise de la pension qu'il auroit méritée , sur le pied du rachat à dix pour cent , de manière qu'un militaire qui auroit droit à une pension de 240 liv. , pourra , en la remettant à la nation , s'il le juge convenable , recevoir en échange quittance de 2,400 liv. sur un bien national qu'il auroit acheté ». Ajourné.

Une députation du second bataillon du département de l'Aude , employé dans l'armée du Var , a été admise à la barre & a présenté une dénonciation contre le général Danfelme. Collot-Derbois , l'un des commissaires envoyés dans le ci-devant comté de Nice , a eu ensuite la parole pour faire un rapport sur la conduite de ce général. Nous n'entrerons point dans les détails de ce rapport que nous avons fait connoître ailleurs. Sur la proposition du comité , il a été arrêté que le pouvoir exécutif seroit chargé de tenir le général Danfelme en état d'arrestation jusqu'après les rapports des comités de guerre & des finances.

Au nom du comité diplomatique , Carnot a fait un rapport sur le vœu émis par les habitans de la principauté de Monaco & du bailliage de Chambourg , pour leur réunion à la France. La réunion a été décrétée.

Une motion d'ordre faite par Duhem , sur la rentrée de plusieurs émigrés , a donné lieu au décret suivant : 1°. Le ministre de la

justice rendra compte, sous le plus court délai, de l'exécution de la loi concernant les émigrés.

2°. Il sera accordé cent livres, à titre d'indemnité, à tout citoyen qui aura arrêté ou fait arrêter un individu, mis par la loi au rang des émigrés ou des prêtres déportés.

3°. Les commissaires de la convention nationale dans les différens départemens, seront chargés de surveiller l'exécution de la loi à cet égard, & sont autorisés à destituer tout membre des corps administratifs qui, par négligence ou mauvaise foi, auroit délivré des certificats de résidence hors des cas prescrits par les décrets.

Vendredi 15. Plusieurs dons patriotiques ont été présentés. Après l'audition de quelques rapports sur les objets particuliers, on a passé à l'ordre du jour, qui étoit la présentation du plan de constitution de la république française. Un membre du comité de constitution en a fait la lecture. L'assemblée a décrété l'impression & l'envoi de ce plan aux départemens, districts, municipalités, sociétés patriotiques & armées de la république.

Sur la proposition de Saint-André, la suppression du comité de constitution a été décrétée.

On a repris la discussion relative à l'organisation de l'armée. Nous donnerons la totalité des articles quand ils auront été décrétés.

Dimanche 17. Un des secrétaires a donné lecture de plusieurs adresses d'adhésion au jugement rendu contre Louis XVI.

Sur la proposition faite par Carnot, au nom du comité de défense générale, la convention a mis une somme de vingt millions à la disposition du ministre de la guerre, pour les dépenses des fortifications pendant l'année 1793.

Il a été décrété, sur la demande du général Danselme, qu'il resteroit en état d'arrestation dans son domicile, vu l'affoiblissement de sa santé. Il a été décrété, immédiatement après, sur un rapport des comités de guerre, des finances & des marchés réunis, qu'il n'y a lieu à accusation contre d'Espagnac, & qu'il sera mis en liberté sur le champ.

Une députation de la section du Marais est venue faire lecture d'une pétition, dans laquelle elle demande qu'il soit établi dans chaque canton des magasins où seroient déposés tous les habits dont les citoyens seroient don à leurs frères d'armes des frontières, priant la convention d'inviter tous les départemens à apporter dans ces dépôts tous les effets qu'ils font dans l'intention d'offrir aux défenseurs de la patrie, lesquels seroient transportés sur le champ aux armées. L'assemblée décrète l'impression & l'envoi de cette adresse, invitant les pétitionnaires aux honneurs de la séance.

Le ministre de la guerre a informé la convention de la prise du fort hollandais de Saint-Michel, placé sur la rive gauche de la Meuse. Cette prise nous assure la libre navigation de cette rivière.

Lundi 18. La séance s'est ouverte par l'acceptation de plusieurs dons patriotiques en bas, fouliers & chemises pour les armées, faits par un grand nombre de sociétés populaires de divers départemens.

On a renvoyé au comité de sûreté générale une lettre venant de Lyon, qui annonce qu'il y a eu de grands troubles dans cette ville.

L'ordre du jour appeloit la discussion sur le mode de recrutement de l'armée. Aubry, rapporteur du comité militaire, a proposé un projet de décret qui porte à 300,000 le nombre d'hommes à ajouter à l'armée existante, & qui règle nominativement le com

tingent de chaque département. Julien a présenté un autre projet, dans lequel il proposoit la voie du fort, si les citoyens ne se présentoient pas volontairement. Cette idée a été rejetée; & sur ce, il a été décrété que dans les projets de décret sur le recrutement, il ne seroit point parlé de la voie du fort.

La discussion a été interrompue par la lecture d'une lettre venant de l'escadre du contre-amiral Truguet, qui annonce que nous nous sommes emparés de l'île Saint-Pierre, & que les habitans de cette île, presque tous marins, vont incessamment s'organiser, conformément aux loix de la république.

On a passé à l'appel nominal pour la nomination du ministre de la marine. Sur 469 voix, le citoyen Monge, ministre démissionnaire, en a obtenu 366. Le président a été autorisé à lui notifier sa réélection.

Mardi 19. La séance s'est ouverte par l'annonce de plusieurs dons patriotiques.

Après avoir entendu un rapport fait par Cambon, la convention a décrété qu'il seroit versé à la trésorerie nationale une somme de 137,736,020 livres pour remplir le déficit du mois dernier.

Dubois de Crancé a fait adopter le projet de décret suivant sur les récompenses militaires.

« Il sera accordé après la conclusion de la paix, à titre de gratification, aux soldats qui auront servi la république, savoir, 60 livres pour une campagne, 150 livres pour deux campagnes, 300 livres pour trois campagnes, 500 livres pour quatre campagnes. Cet article sera applicable aux volontaires qui ont servi la dernière campagne, & qui sont ou retourneront à leurs drapeaux. Dans le cas où les volontaires qui ont quitté leurs drapeaux, retourneroient d'ici au premier avril, la nation leur fera la remise de ce qu'ils devront à la masse.

« Tout militaire réformé jouira tant qu'il vivra, & quelle que soit ensuite la place qu'il occupera dans l'état, du traitement fixé par le présent décret, quels que soient les émolumens qui seroient attachés à ses nouvelles fonctions & sans aucune déduction.

« La convention nationale voulant ajouter une nouvelle marque de reconnaissance à celle déjà promise, & en faire sentir, autant qu'il est en elle, les effets aux familles des braves défenseurs de la république, autorise dès à présent tout militaire à acquérir un bien national, dont le paiement pourra s'effectuer à la fin de la guerre, par la remise de la pension qu'il auroit méritée, sur le pied du rachat à dix pour cent; de manière qu'un militaire qui auroit droit à une pension de 240 livres, pourra, en la remettant à la nation, s'il le juge convenable, recevoir en échange quittance de 2400 livres sur un bien national qu'il auroit acheté ».

Un membre a proposé d'hypothéquer spécialement 400 millions des biens des émigrés pour le paiement de ces pensions. Plusieurs autres propositions ont été faites; Cambon les a réunies dans la rédaction d'un article que l'assemblée a adopté comme il suit :

« Les biens des émigrés sont affectés, jusqu'à la concurrence de 400 millions, au paiement des pensions & gratifications mentionnées au précédent. La convention charge les comités de la guerre & des finances de lui présenter un projet de décret sur le mode de conversion des pensions militaires en capitaux sur les domaines nationaux ».

L'assemblée a décrété plusieurs articles additionnels par lesquels elle a chargé le ministre de la guerre, 1°. de faire imprimer la liste des colonels & maréchaux de camp, avec la date de leur

commission, afin que chaque militaire puisse juger de ses prétentions à l'avancement; 2°. de présenter à la convention un tableau de l'état des bataillons de ligne & de volontaires nationaux, afin qu'on puisse connoître ceux qu'il sera utile de conserver & de compléter, & pour servir de base au recrutement.

D'après la lecture d'une lettre des commissaires de la Belgique, qui annoncent qu'ils viennent de mettre en état de réquisition permanente les gardes nationales du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Aisne & des Ardennes, il a été décrété, sur la proposition de Duhem, que le pouvoir exécutif pourra disposer des fédérés & autres troupes qui se trouvent à Paris & aux environs.

Sur le rapport de Boyer-Fonfrède, l'assemblée a décrété ce qui suit :

Art. 1^{er}. « Tous les ports des colonies françaises sont ouverts aux vaisseaux des Etats-Unis de l'Amérique.

II. » Toutes les denrées exportées ou importées par les vaisseaux américains, ne paieront à leur sortie ou à leur entrée dans les colonies ou en France, que les mêmes droits perçus sur celles que portent les bâtimens français.

III. » Le conseil exécutif est autorisé à prendre toutes les mesures convenables pour que les états avec lesquels la république est en guerre, ne puissent profiter des avantages accordés à une puissance amie.

IV. » Le conseil exécutif négociera avec le congrès-uni de l'Amérique, pour obtenir, en faveur des commerçans français, une réduction de droits semblable à celle qui est accordée par la présente loi aux commerçans américains, & pour resserrer ainsi les liens de reconnaissance qui unissent les deux nations ».

Mercredi 20. On a lu une lettre du général Custine, qui dément les bruits répandus sur le mauvais état des fortifications de Landau; il assure que cet état est satisfaisant, & l'artillerie de cette place redoutable.

L'ordre du jour appeloit la discussion sur le recrutement de l'armée. Les articles suivans ont été décrétés.

Art. 1^{er}. « Son en état de réquisition permanente, & provisoirement à la disposition du conseil exécutif, & subsidiairement des généraux, tous les Français, les fonctionnaires publics exceptés, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à quarante, non mariés, ou veufs sans enfans.

II. » Le conseil exécutif rendra compte, chaque huitaine, du nombre d'hommes qu'il aura fait marcher.

III. » La convention nationale fait, au nom de la nation, un appel de 300 mille hommes, pour compléter les armées de la république.

IV. » A cet effet, l'infanterie française sera divisée en 630 bataillons composés de 750 hommes; ces bataillons seront complétés par les départemens, & seront révoqués à la paix.

V. » L'armée entière, soit de mer, soit de terre, sera répartie entre les quatre-vingt-cinq départemens, en raison de leur population.

VI. » Les communes qui ont été réunies à la république, & qui n'ont pas encore fourni de volontaires, seront comprises dans le tableau. (Cet article a été renvoyé au comité pour déterminer le contingent des départemens du Mont-Blanc & des Alpes maritimes).

VII. » Le conseil exécutif adressera sans retard à chaque département l'état des hommes qu'il doit fournir.

VIII. » Aussi-tôt après la réception de la loi, les directoires de département feront la répartition du contingent entre les différens districts,

préten-
tableau
ionaux,
ver &
lgique,
on per-
me, de
tion de
érés &
ce qui
ouverts
s vaif-
ée dans
r celles
es me-
ublique
à une
l'Amé-
une ré-
a pré-
infi les
ui dé-
ons de
e cette
ent de
ovisoi-
nt des
eptés,
s, ou
e, du
n, un
la ré-
o ba-
plétés
partie
popu-
e, &
s dans
miner
mari-
e dé-
es de
érens
riés,

districts, & les districts entre les municipalités. On aura égard ; dans cette répartition, à la situation maritime des départemens ; & au nombre d'hommes antérieurement levés dans chaque district & dans chaque municipalité.

IX. » Il sera ouvert dans chaque municipalité, pendant huit jours ; un registre où pourront s'inscrire tous ceux qui voudront se consacrer volontairement à la défense de la république.

X. » Si le nombre de ceux qui se seront inscrits volontairement ne suffit pas, les citoyens & fils de citoyens seront rassemblés ; & sans désespérer ils seront tenus de compléter le nombre fixé ; au reste ils pourront user pour ce choix du mode de nomination qui leur conviendra le mieux.

XI. » Dans le cas où l'inscription volontaire ne suffiroit pas, quel que soit le mode adopté par chaque commune pour compléter le nombre de soldats exigé d'elle, ce complément sera pris parmi les Français âgés depuis dix huit jusqu'à quarante ans, exceptant les citoyens mariés, ainsi que les citoyens veufs avec enfants.

XII. » Ceux qui, l'année dernière, se sont fait remplacer au lieu de partir pour l'armée ; ne seront point exempts d'être désignés pour marcher cette année.

XIII. » Les citoyens désignés pour marcher, pourront se faire remplacer par un homme dont ils répondront jusqu'à ce qu'il ait rejoint ».

Judi 21. Le citoyen Monge a écrit qu'il acceptoit le ministère de la marine.

Il a été décrété que le citoyen Laverne, commandant de Longwy lors de la prise de cette ville, sera mis en liberté provisoirement, & aura la ville pour prison. Les scellés apposés sur ses papiers seront levés.

Le ministre de la guerre a eu la parole pour soumettre à la convention des vues sur le recrutement & l'habillement des armées ; il a proposé comme unique moyen d'habiller sur le champ les 300,000 soldats de nouvelle levée, que chaque municipalité fournisse cinq fusils & autant d'habits d'uniforme. Si les possesseurs de ces effets ne marchent point à l'ennemi, ils seront tenus de les céder à ceux qui partiront, à charge de leur en payer la valeur. Bournonville annonce que les ennemis se rassemblent en hâte, & qu'il est indispensable de renforcer promptement Cussine & Dumourier. Ces dispositions du ministre ont été renvoyées au comité de la guerre, pour en faire un prompt rapport.

Plusieurs objets particuliers ont été traités. Le ministre de la marine a demandé qu'en interprétation de la loi qui règle la compétence des tribunaux pour le jugement des contestations relatives aux prises, la convention décrétât que les procédures déjà commencées devant les tribunaux de commerce, auroient leur plein & entier effet. Cette demande est convertie en motion & décrétée.

Le frère de Michel le Pelletier a présenté à la convention le buste de ce dernier, & il a été décrété qu'il sera placé dans l'enceinte de l'assemblée, auprès du buste de Brutus, ceint d'une couronne civique.

Dubois-Crancé a été nommé président.

Vendredi 22. La convention a reçu un grand nombre de dons patriotiques pour l'équipement des armées.

Le ministre de la marine a annoncé qu'il vient de choisir pour ses adjoints les citoyens Monjon, Bareith, Almer, capitaine de vaisseau ; Legrès, capitaine ; Vincent, ordonnateur de Toulon ;

No. 191. Tome 15.

F

Sajard, ordonnateur de Dunkerque. Ce choix a été approuvé par le conseil exécutif.

Goupilleau a annoncé à l'assemblée que les départemens de la Loire inférieure, de Mayenne & Loire, des deux Sèvres, de la Charente, de la Charente inférieure, de la Vendée & de la Vienne, ont mis leurs gardes nationales en état de réquisition permanente pour la défense des côtes.

On a ordonné l'impression & l'ajournement d'un projet tendant à mettre dix millions à la disposition du ministre de l'intérieur, pour la réparation des grandes routes de la république.

La discussion sur le recrutement de l'armée a été reprise. Nous les donnerons en entier, lorsque le comité militaire aura représenté sa rédaction générale & définitive.

On a lu des dépêches, en date du 13 janvier, qui ont apporté des détails satisfaisans sur le succès de nos armes contre les révoltés de Saint-Domingue.

Samedi 23. On a lu un grand nombre d'adresses d'adhésions au jugement du ci-devant roi.

Sur la proposition d'un membre, toutes les communes de la république ont été autorisées à faire convertir une partie de leurs cloches en canons.

Le ministre de la guerre a fait part à la convention d'une avance remportée par les troupes françaises le 14 de ce mois, sur les Piémontais & les Autrichiens; trois cents de ces derniers ont été fait prisonniers.

Au rapport des comités de marine & de défense générale, il a été décrété qu'il n'y avoit lieu à délibérer sur la proposition faite par quelques armateurs de mettre en mer deux vaisseaux de 74 canons, qui se joindroient aux flottes de la république.

La convention a décrété l'impression, la distribution & l'envoi aux départemens, aux municipalités & aux sociétés populaires, d'une adresse aux Français faite par l'Inard, sur les circonstances actuelles.

Après de longs débats sur une dénonciation & un commencement de procédure dirigés contre Barbaroux, l'assemblée a renvoyé le tout au comité de législation, pour en faire son rapport le lendemain.

Dimanche 24. Une foule de communes ont envoyé leur adhésion au jugement du roi.

On a lu aussi l'acte d'adhésion des patriotes hollandais qui se trouvent à Paris, & de leurs compatriotes d'Ypres & de Grave à la déclaration de guerre.

Lefage est monté à la tribune & a rendu compte des mouvements qui se manifestent dans Paris à l'occasion de la rareté du pain. Sur la proposition de Thuriot, il a été décrété que les comités des finances, des subsistances & de sûreté publique, se concerteroient avec le pouvoir exécutif & les administrations, pour présenter un projet à ce sujet.

L'ordre du jour appeloit les pétitionnaires. Dans le nombre, on a distingué les citoyennes blanchisseuses, qui sont venues se plaindre de l'excessive cherté du savon, & demander une loi répressive des accaparemens. On a renvoyé leur pétition aux trois comités.

Lundi 25. Sur la proposition d'un membre, il a été décrété qu'il ne seroit plus accordé de congé aux défenseurs de la patrie.

Tallien a fait un rapport sur les troubles qui ont éclaté dans la ville de Lyon. Nous avons rendu compte au long de cette affaire. Il a été décrété que trois commissaires munis de pleins pouvoirs seroient envoyés à Lyon pour prendre connoissance des faits, & rétablir l'ordre dans la ville.

Les commissaires de la Belgique ont annoncé que la ville de Gand & celle de Mons viennent de voter leur réunion à la France.

Saladin a dénoncé le directeur du juré d'Amiens, pour avoir déclaré qu'il n'y avoit lieu à accusation contre l'archidiacre d'Amiens, émigré, & rentré dans cette ville après le terme de la loi. La convention a par un décret, 1°. cassé & annulé la déclaration du tribunal d'Amiens, ordonné, 2°. que les juges qui y ont coopéré seront traduits à la barre; 3°. que les corps administratifs & municipaux sont autorisés à nommer des commissaires qui se transporteront, accompagnés de la force publique, dans les maisons suspectées de renfermer des individus que la loi comprend dans la classe des émigrés ou des prêtres réfractaires.

Bazire a rendu compte des mouvemens qui se manifestent dans Paris à l'occasion de la cherté du pain, du sucre, du savon, &c. La convention a autorisé la municipalité à prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir l'ordre.

Le ministre de l'intérieur a eu la parole. Sur sa proposition, il a été décrété que pour l'approvisionnement de la ville de Paris, jusqu'à la récolte, il seroit mis à la disposition de la commune les trois millions accordés par un décret sur les sous additionnels de 1792, & une autre avance de quatre millions sur les sous additionnels de 1793.

Sur la demande de Barbaroux, il a été accordé également à la ville de Marseille, 2,300,000 livres pour le même objet.

Mardi 26. Toujours grand nombre d'adresses d'adhésion au jugement de Louis XVI.

On a lu des lettres de Lyon, qui informent la convention des événemens malheureux dont cette ville vient d'être le théâtre. Des courriers sont expédiés au général Kellermann, pour y envoyer la force suffisante pour faire respecter la loi. Tallien annonce que les aristocrates de cette ville se sont enfuis.

Il a été décrété, sur la motion de Thuriot, que la loi sur les passe-ports sera exécutée jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, toutes dispositions contraires abrogées.

Le général Santerre est venu communiquer les ordres qu'il a donnés pour maintenir la tranquillité publique. Quelques députés des sections ont été admis ensuite, & se sont plaints de l'anarchie qui régnoit dans Paris, & que n'avoient pas su arrêter les autorités constituées. Barrère ayant eu la parole sur cette pétition, a demandé que le ministre de la justice fût tenu de poursuivre les auteurs des délits du 25, & qu'il fût fait un recensement de tous les citoyens, pour connoître les gens suspects & sans aveu. Salles a dénoncé Marat comme ayant invité le peuple au pillage des magasins; il donne lecture du passage de son journal, où il prétend que se trouve cette invitation. Plusieurs membres demandent un décret d'accusation contre Marat. Grands débats, grand tumulte; enfin la rédaction suivante est adoptée. La convention nationale renvoie Marat devant les tribunaux ordinaires, & charge le ministre de la justice de faire poursuivre les auteurs & complices des événemens qui ont eu lieu hier, avec ordre de rendre compte, sous trois jours, de l'état de la procédure.

On a repris ensuite la discussion du projet de Barrère, qui a été adopté avec cet amendement, que le comité des finances sera chargé de présenter un projet de décret pour diminuer la masse des assignats en circulation, & que le ministre de l'intérieur sera tenu de rendre compte de l'état de la république entière & des dispositions de l'esprit public.

Mercrèdi 27. Les comités de législation & de sûreté générale réunis, ont proposé, & la convention a adopté le projet de décret suivant.

« Tous les propriétaires, locataires, sous-locataires, portiers ou gardiens des maisons qui sont dans la république, seront tenus, sous peine de prison, de donner aux municipalités les noms, professions & qualités des personnes qui habiteront leurs maisons. Ces déclarations seront imprimées & affichées, afin que la vérité puisse être constatée par tous les citoyens. Tous ceux qui recèleront chez eux des personnes dans le cas de l'émigration & de la déportation, seront punis de six années de fers. Ces déclarations seront faites dans les vingt-quatre heures, après la réception de la présente loi ».

Après avoir entendu le rapport de Maigré, au nom du comité des secours publics, la convention a décrété un grand nombre d'articles qui déterminent le mode d'après lequel on distribuera des indemnités aux départemens frontières qui ont souffert par l'invasion des armées étrangères.

On a lu des lettres des commissaires à la Belgique, qui annoncent que le peuple de Bruxelles a voté sa réunion à la France. Le comité diplomatique & celui de défense générale seront entendus sur cet objet.

Le ministre de la guerre a fait passer des lettres de Miranda, qui annoncent le bombardement de Maëstricht.

La municipalité de Paris est venue rendre compte des mesures qu'elle avoit prises pour prévenir les événemens du 25. Le maire a conclu par demander que tous les bras actifs fussent employés, & qu'on donnât à l'indigent l'espoir de devenir propriétaire. La municipalité a été invitée aux honneurs de la séance.

Jeudi 28. Après divers objets d'un intérêt particulier, la convention a entendu la lecture d'une lettre de Dumourier, qui annonce la prise de Bréda, & nos succès dans la Flandre Hollandaise.

Deux députés de la municipalité de Versailles sont venus instruire l'assemblée qu'on avoit découvert au château de Versailles ce fameux livre rouge que l'assemblée constituante avoit refusé de faire imprimer. La convention en a décrété l'impression, avec tous les moyens de sûreté possibles.

Après avoir entendu le rapport du comité de législation, la convention a décrété que tous les citoyens qui se sont absentés de leur domicile habituel sans passe-ports, & qui se trouvent actuellement dans des villes chef-lieux de département ou de district, ou dans des villes qui ont un tribunal, seroient tenus de se présenter dans les vingt-quatre heures de la publication de la présente loi, soit à la municipalité, soit au comité de section.

Ils y feront prendre leur signalement, leur âge, profession & demeure. Cette déclaration, signée par le déclarant, ou à son défaut par l'officier municipal, ou le commissaire de section, lui sera délivrée par extrait, pour lui tenir lieu de passe-port.

Cette déclaration aura lieu pareillement pour tous les citoyens qui sont absens sans passe-ports, dans quelques lieux qu'ils se trouvent; néanmoins dans ce dernier cas le délai pourra être de trois jours. Tous les citoyens qui ne se conformeront pas à la loi, seront regardés comme suspects.

Après avoir entendu le rapport de Monmayon, au nom du comité d'aliénation, la convention a décrété ce qui suit : 1°. Les terrains en friche & buissons dépendans de la ci-devant liste civile & des domaines des ci-devant princes français émigrés, le seront pour la récolte de la présente année seulement, par petites par-

général et de dé-
 ortiers ou
 t tenu,
 ms, pro-
 mailons,
 la véra-
 x qui re-
 on & de
 déclara-
 réception
 du comité
 bre d'ar-
 uera des
 ar l'inva-
 qui an-
 a France.
 ront en-
 Miranda,
 mesures
 Le maire
 employés,
 taire. La
 la con-
 qui an-
 Hollan-
 s instruire
 es ce fa-
 é de faire
 tous les
 , la con-
 tentés de
 nt actuel-
 distric,
 e se pré-
 la pré-
 .
 ession &
 a son dé-
 lui fera
 citoyens
 qu'ils le
 être de
 à la loi,
 du co-
 1°. Les
 le civile
 e seront
 tes par-

ties, dont chacune ne pourra excéder trois arpens pour chaque adjudicataire. 2°. Les adjudications seront précédées d'une évaluation sommaire, à l'effet de déterminer la quotité de la première mise. 3°. Lesdites adjudications seront faites par enchères sur une seule affiche & dans trois jours de la publication du présent décret. 4°. Les arbres & les avenues, les bois & remises en masse de taillis, sont exceptés du présent décret. 5°. Les corps administratifs prendront toutes les précautions nécessaires pour que la location des biens ci-dessus ne nuise point à la conservation des forêts nationales.

Vendredi premier mars. Les citoyens de Boulogne-sur-Mer se plaignent de n'être point protégés par les vaisseaux de ligne contre les corsaires anglais.

Le ministre des contributions a annoncé que Dufresne Saint-Léon, commissaire-général liquidateur, est remplacé par le citoyen Normandie.

Le procureur-syndic du district de Rethel a dénoncé un mandement incendiaire de l'évêque du département des Ardennes; il a été renvoyé au comité de législation, & l'évêque sera traduit à la barre.

Après avoir entendu le rapport des comités de commerce & diplomatique, la convention a décrété que tous les traités passés par l'ancien gouvernement avec les puissances actuellement en guerre avec la république étoient anéantis.

A compter du premier avril prochain, il ne pourra être introduit en France, sous peine de confiscation, aucune des denrées manufacturées chez ces puissances. Les mêmes comités ont fait adopter un projet de décret qui prohibe la sortie de différens objets, & notamment celle des bœufs & mulets.

Sur le rapport de Carnot, au nom du comité diplomatique, & d'après le vœu librement émis du peuple de Bruxelles, la convention a décrété la réunion à la France. Des députés du peuple de Gand ont été aussi entendus dans cette séance sur le même objet. La réunion de cette ville a été décrétée. On a renvoyé au comité diplomatique un mémoire du ministre des affaires étrangères, sur la situation générale de la Belgique. Le peuple de Bruges a aussi voté la réunion à la France.

Samedi 2. Des députés de Bruxelles sont venus remercier la convention du décret de réunion prononcé dans la séance de la veille.

Des députés du Hainaut ont été introduits immédiatement; ils ont demandé la réunion de tout ce pays à la France, sous le nom de département de Jemmap; sur trois cents communes, deux cent soixante ont émis un vœu libre. La convention a prononcé la réunion de tout le pays de Hainaut & de la ville de Mons sous le nom demandé quatre-vingt-sixième département. Les douanes seront transférées sans délai aux extrémités de ce département, qui enverra dix députés au sein de la convention, & qui fera organisé promptement par les commissaires de la Belgique.

Quatre députés de la principauté de Salm sont venus demander la réunion de ce pays à la France; elle a été prononcée, & cette ci-devant principauté fera provisoirement partie du département des Vosges.

Au rapport du comité diplomatique, trois communes du pays de Liège ont également été réunies.

Cambon a fait, au nom de plusieurs comités réunis, un rapport sur la conduite à tenir par les généraux français dans la Hollande. Le décret qu'il a proposé a été adopté; ses dispositions fondamentales sont de proclamer en Hollande la souveraineté du

peuple, l'abolition de tous les privilèges & droits féodaux, & la convocation du peuple en assemblées primaires. Les généraux français exerceront le pouvoir révolutionnaire jusqu'à ce que le peuple batave réuni en assemblées primaires ait organisé une administration provisoire.

Dimanche 3. Le comité de correspondance a lu la notice d'une foule d'adresses des départemens, qui toutes expriment leur adhésion formelle au jugement de Louis Capet, & le désir de voir l'établissement de la constitution & l'organisation de l'instruction publique. Ces adresses ont toutes été mentionnées honorablement, ainsi que les dons patriotiques très-nombreux dont le comité de correspondance a pareillement offert la liste.

La municipalité de Paris, accompagnée des commissaires des quarante-huit sections, est admise à la barre. Chaumet, procureur de la commune, donne lecture d'une pétition approuvée par la majorité des sections, relative, 1°. aux subsistances; 2°. à la vente du numéraire; 3°. aux moyens de diminuer la masse des assignats en circulation. Il a demandé, 1°. que les administrations ne pussent désormais se mêler des approvisionnemens ni des subsistances; 2°. que le décret qui permet la vente des espèces monnayées fût rapporté, & que la peine de mort fût prononcée contre tous ceux qui vendroient ou feroient vendre ces espèces; 3°. que les rentes constituées fussent remboursées en quittances de finances; 4°. que la masse des assignats actuellement en circulation fût diminuée par la création de quittances de finances représentatives des biens des émigrés, & qui ne seroient reçues qu'en paiement des domaines nationaux.

Cette pétition a été renvoyée aux comités de commerce & des finances réunis, pour en faire le rapport dans le délai de trois jours.

Deux députés de Lyon sont venus déposer les procès-verbaux des troubles qui ont agité dernièrement cette ville. Sur la proposition de Genestieux, la poursuite des procédures à commencer sur cette affaire est attribuée au tribunal de Mâcon.

Sur la proposition d'un autre membre, il a été également décrété que la connoissance des délits du 25 février, à Paris, est attribuée au tribunal de Versailles.

Des députés de la ville de Bruges ont été introduits; ils ont présente les procès-verbaux qui constatent la demande de réunion à la France. Cette réunion a été prononcée.

On a lu une lettre de Dumourier, qui annonce la prise du fort de Shlumdell, avec beaucoup de canons.

Lundi 4. L'assemblée a reçu les dons patriotiques faits par plusieurs sociétés particulières, de bas, fouliers, culottes, &c. pour nos frères des frontières.

Le ministre des affaires étrangères a notifié à la convention qu'il vient d'être signifié au citoyen Lehoc, ministre de France à Hambourg, un ordre signé *Brunswick*, de sortir sous six jours du cercle des Basses-Saxes. En conséquence, le conseil exécutif demande à être autorisé à faire mettre un embargo sur tous les navires allemands qui peuvent se trouver dans nos ports, ainsi que la permission à nos corsaires de leur courir sus. L'assemblée donne cette autorisation.

Desparhès, ci-devant gouverneur de Saint-Domingue, a été décrété d'accusation, & Guermeur, détenu en vertu d'ordres arbitraires du département du Finistère, sera mis en liberté.

Gillet, au nom du comité des finances, a fait adopter un projet de décret dont voici le précis:

1°. Les entrepreneurs, marchands, ouvriers & fournisseurs qui

ont passé des marchés avec les ministres ou autres agens de la république, & qui n'ont point rempli leurs engagements, seront poursuivis devant le tribunal de leur domicile. 2°. Quoique les marchés soient passés par des actes sous signatures privées, la nation aura néanmoins hypothèque sur les immeubles appartenans aux fournisseurs & à leurs cautions, à compter du jour où les ministres auront accepté les marchés. 3°. En cas d'insolvabilité des entrepreneurs ou fournisseurs & de leurs cautions, les ministres seront responsables des avances qu'ils auront faites ou ordonnées, & les commissaires de la trésorerie nationale en rendront compte à la convention nationale.

Mardi 5. La convention a décrété la formation de nouveaux bataillons d'infanterie, & la réunion de plusieurs compagnies franches à différentes légions.

On a fait lecture d'une lettre des commissaires de la Belgique, qui annonce que les ennemis nous ont forcés d'évacuer Aix-la-Chapelle, & ont obligé Miranda de cesser le bombardement de Maëstricht. Après cette lettre lue, il s'est engagé une longue & tumultueuse discussion sur la question de faire partir les volontaires des départemens qui se trouvent à Paris. Après de longs débats, Fonfrède a présenté la rédaction suivante :

« Les bataillons de volontaires des départemens maritimes, qui se trouvent actuellement à Paris, seront renvoyés dans leurs départemens, & mis dès cet instant à la solde de la république ». Cette proposition a obtenu la priorité; elle a été décrétée.

Sur la proposition de Goupilleau, la convention a décrété que les officiers-généraux, dont la présence ne seroit pas utile au ministre de la guerre, seroient tenus de rejoindre leurs corps dans le délai de quinze jours; après l'expiration du délai, il sera procédé au remplacement de ceux qui n'auront pas rejoint.

Le ministre de la guerre a confirmé les nouvelles données par les commissaires de la Belgique.

Lafource a eu la parole pour demander une modification à la loi sur les émigrés, qui s'applique à tous ceux qui seront âgés de plus de quatorze ans, lors de la promulgation de la loi. Une jeune fille sortie de France avec ses parens à treize ans, & rentrée depuis deux mois, est dans ce cas. Doit-elle périr sur l'échafaud? Plusieurs motions ont été faites; les suffrages se sont fixés sur celle de Mathieu: il a proposé de commuer à l'égard des filles émigrées la peine de mort en celle de la déportation pour la première fois, & de maintenir la peine de mort pour celles qui rentreroient après cette déportation. Cette proposition a été décrétée.

Mercredi 6. Cusline a écrit qu'il étoit à Paris en vertu d'ordres du pouvoir exécutif, & il a présenté l'hommage de son respect à la convention.

Les commissaires envoyés sur les frontières du Nord, ont écrit que la ville de Lille étoit dans le meilleur état de défense.

On a lu une lettre des commissaires de la Belgique, datée de Liège le 3 mars, qui annonce que la situation de l'armée française est effrayante, que Liège est à la veille d'être pris par l'ennemi, & que si Dumourier n'arrive pas très-promptement, Valence ne répond plus des événemens, le débandement s'étant mis dans l'armée. Le ministre de la guerre étoit présent; il a été entendu. Beurnonville a blâmé l'imprudence des commissaires, d'écrire de pareils faits dont ils ne peuvent être exactement informés; il a annoncé qu'il avoit donné ordre à Valence & à Miranda de se réunir, & de former un corps de quarante mille hommes, pour donner bataille s'il le falloit.

En exécution d'un décret rendu la veille, le brave Labretèche, qui a reçu quarante-un coups de sabre à la bataille de Jemmappe, a été admis dans l'assemblée & a reçu une couronne civique des mains du président.

Carnot a fait, au nom du comité diplomatique, un rapport sur la réunion de la ville de Tournay, & de son arrondissement à la République française. La réunion a été décrétée. La séance s'est terminée par l'admission des volontaires de la section de la Réunion, qui ont défilé devant la convention : ils sont armés & équipés par cette section.

Jeudi 7. Les dons patriotiques & les adhésions sur le jugement de l'ex-roi ouvrent toujours les séances.

Organe du comité de la guerre, Doucet a fait décréter qu'il seroit levé deux nouveaux régimens de cavalerie ; l'un dans les départemens du Morbihan, des Côtes du Nord, du Finistère, &c., & l'autre dans les départemens de la Manche, de l'Eure & du Calvados. Les deux régimens prendront leur rang dans la ligne, sous les numéros 21 & 22.

Une lettre des commissaires de la Belgique a annoncé que par les soins du général Thouvenot, l'ordre étoit rétabli dans l'armée, que deux mille fusils avoient été distribués aux Liégeois pour marcher à l'ennemi, confondus avec les troupes françaises, & que le trésor qui étoit à Liège avoit été mis en sûreté. Selon cette lettre, la ville & le pays de Liège seront garantis des atteintes de l'ennemi. Le ministre a parlé immédiatement après, & a assuré que la perte que nous avons faite à Aix-la-Chapelle étoit très-peu de chose.

Après un rapport fait au nom du comité des finances, la convention a mis à la disposition du ministre des contributions une somme de 600,000 liv. pour répartir des indemnités entre les personnes attachées à la maison du ci-devant roi, dont les traitemens demeurent supprimés, à compter du 10 août dernier. Le comité fera un rapport sur les indemnités qui pourroient leur être accordées, à compter du premier janvier 1793. A dater de cette dernière époque, tout les baux pour le service des pages & des écuries, &c., dans les maisons ci-devant royales, sont résiliés ; les loyers seront payés jusqu'au premier mars prochain ; il sera accordé une indemnité aux propriétaires ou locataires, par chaque année que devoit encore durer le bail.

La convention a décrété l'établissement d'un tribunal de commerce à Avignon.

Mailhe est monté à la tribune pour présenter le projet de décret suivant, qui a été adopté :

« La convention nationale décrète que la faculté de disposer des biens, soit à cause de mort, soit entre-vifs, soit par donation contractuelle en ligne directe, est abolie ; en conséquence, les ascendans ont un droit égal sur les biens de leurs ascendans ». Divers amendemens à cette loi ont été renvoyés au comité de législation.

Le ministre des affaires étrangères a annoncé que la cour d'Espagne ayant rompu avec la France, le ministre de France avoit été rappelé par le conseil exécutif, & que l'embargo étoit mis sur les vaisseaux espagnols dans nos ports, avec permission aux corsaires de courir sus. En conséquence de cette notification, & d'après un rapport de Barrère, au nom du comité de défense générale, la convention nationale, au nom du peuple français, a déclaré la guerre au roi d'Espagne.

Ce 9 mars 1793. PRUDHOMME.